

Questioni



Questionnements Frågor. Ερωτήματα Cuestiones Questões

Fragen Mistoqsijet Questions Kysymykset Въпроси. Vragen Zagadnienia

**CONTRE LA GUERRE.
L'AUTRE AGENDA**

COVER
LEONE

Graphic design: Davide Leone

Magazine du Parti de la Gauche Européenne

N°4

 European**LEFT**

Quistioni

Magazine du Parti de la Gauche Européenne

Directeur

Paolo Ferrero

Comité éditorial

Walter Baier

Luis Fazenda

Pierre Laurent

Jean-Pierre Michiels

Anna Mikkola

Margarita Mileva

Natasa Theodorakopoulou

Rédacteur en chef

Giorgio Riolo

Bureau de rédaction

Daniele Brunetto

Directeur responsable

Romina Velchi Pellecchia

Conception de la couverture

Davide Leoni

Conception et mise en page

Elena Coperchini

Dario Marini Ricci

Cher lecteur, Chère lectrice,

Ce que vous lisez est le quatrième numéro de *Quistioni*, le magazine trimestriel en trois langues du Parti de la Gauche Européenne. Notre objectif est de créer un espace public de discussion et de débat entre ceux et celles qui veulent construire l'alternative à ce monde néolibéral. Pour cette raison, il comprendra des contributions des partis membres du PGE, des intellectuels et des mouvements.

Le magazine s'intitule *Quistioni* (en référence à la manière dont Antonio Gramsci indiquait les sujets, les problèmes), car dans chaque numéro monographique du magazine, nous voulons aborder un problème et contribuer, de cette manière, à la construction d'un projet commun d'alternative au niveau européen.

Nous sommes très intéressés par votre avis, vos retours et suggestions. Vous pouvez nous écrire à magazinepge@libero.it.

Paolo Ferrero

Contacts

✉ magazinepge@libero.it

🌐 www.europeanleftmagazine.eu

Index

Éditoriaux

- Heinz Bierbaum - *La guerre et l'Autre Agenda* 4
- Paolo Ferrero - *La crise de la mondialisation : la guerre régionale de Poutine et la guerre mondiale de Biden* 6

Articles

- Riccardo Petrella et le groupe de promotion de L'Autre Agenda - *L'Autre Agenda. La connaissance. Au cœur du pouvoir, de l'inégalité et de l'injustice* 17
- Leonardo Boff - *Un autre agenda (mondial) : la vie libre ou un autre paradigme civilisationnel ?* 34
- João Caraça - *Cinq étapes de la métamorphose du système mondial moderne* 37
- Marga Ferré - *Un autre agenda pour l'espoir dans un monde dystopique* 40
- Cornelia Hildebrandt - *Quatre tâches fondamentales des fondations politiques européennes en temps de guerre et de crise* 43
- Luis Infanti de la Mora - *Même des nuages noirs, une pluie propre et abondante tombe* 47
- Roberto Mancini - *L'éthique de l'Autre Agenda : pour une conversion de la civilisation* 50

Matériaux

- Leïla Chaïbi - *Le travail de plateforme et les luttes des coursiers à vélo. Solutions possibles à l'échelle européenne* 55
- Attila Antal interviewe Tamás Krausz - *Le barbarisme n'est pas le pire des cas. Quand il n'y a pas d'alternative de gauche, la résistance sociale se rassemble derrière l'extrême droite* 59

La guerre et l'Autre Agenda

Heinz Bierbaum

La guerre en Ukraine a engendré une situation nouvelle et très dangereuse, qui a un impact profond sur nos sociétés. L'ensemble de la Gauche européenne condamne l'invasion russe qui ne peut être justifiée par aucun argument, pas même par l'expansion vers l'est de l'Otan. Elle viole clairement le droit international et occasionne d'immenses souffrances humaines. La gauche exige un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt de la guerre. Nous sommes solidaires avec tous ceux qui manifestent contre la guerre et pour la paix, notamment en Ukraine et en Russie. Nous appelons les institutions politiques à utiliser toutes les ressources disponibles pour promouvoir les négociations et parvenir à une solution pacifique.

La Gauche Européenne est engagée en faveur de la paix. Nous disons non à la guerre. La guerre n'est pas un moyen de faire de la politique. Le désastre de l'Afghanistan démontre clairement que la guerre n'est pas une solution, et que la démocratie ne peut pas être instaurée par le biais d'interventions militaires. Concernant la guerre en Ukraine et la question de savoir comment la gauche doit réagir, il existe également des désaccords sur certaines questions entre les différents partis de la Gauche Européenne. Cela concerne principalement la livraison d'armes, pour laquelle certains partis sont en faveur et d'autres strictement contre. Une autre question concerne les sanctions. La majorité est en faveur de sanctions ciblées qui ne touchent pas la population mais les autorités et les oligarques. Mais il y a aussi des voix qui appellent à des sanctions plus sévères comme l'arrêt des importations d'énergie. Et aussi par rapport à l'Otan, il existe aussi quelques différences de point de vue.

La majorité juge la politique de l'Otan comme agressive et dangereuse, ce qui ne constitue pas la solution mais une partie des problèmes auxquels nous sommes confrontés. D'autres ont maintenant une position moins ferme vis-à-vis de l'Otan et sont désorientés. Mais une chose est très claire. La Gauche est la force politique engagée en faveur de la paix et pour une solution politique par la négociation.

Nous devons travailler à l'établissement en Europe d'un système de sécurité collective débarrassé des anciennes et nouvelles divisions, où l'égalité souveraine et l'indépendance de tous les États sont pleinement respectées, comme le prévoient l'Acte final d'Helsinki, la Charte de Paris et tous les autres accords de l'Osce. La stabilité et la paix en Europe ne peuvent être obtenues que par la résolution pacifique des conflits et par des mesures de contrôle des armements et de désarmement. Nous sommes contre le réarmement et une nouvelle course aux armements. D'importants efforts politiques et diplomatiques doivent être déployés.

La Gauche Européenne apprécie grandement l'invitation d'Arnaldo Otegi de la Gauche Basque à une conférence pour la paix à Guernica. Guernica est un symbole de paix et d'antifascisme. Surtout dans la situation actuelle, un appel à la paix depuis Guernica serait extrêmement précieux.

La guerre en Ukraine ne se limite pas à cette région mais comporte une dimension géopolitique. Cette guerre fait également partie de la lutte pour l'hégémonie dans le monde. Le renforcement de l'Otan, conséquence certainement non désirée de l'agression de Poutine, est dans l'intérêt des États-Unis et contribue à leurs efforts d'affirmer leur hégémonie, qu'ils voient

menacée par la Chine. Il convient de rappeler que l'Otan, lors de son sommet de l'année dernière à Bruxelles, a désigné la Chine comme son principal ennemi. En raison notamment de l'importance géopolitique du conflit militaire actuel, les risques sont extrêmement élevés. Il existe un risque que le conflit en Ukraine se transforme en une guerre plus importante, qui ferait recourir à des armes nucléaires. Ce serait une catastrophe dramatique.

Au lieu d'assumer un rôle de médiateur, l'Union Européenne (UE) devient de plus en plus un acteur de la guerre avec la livraison d'armes et un soutien militaire massif. C'est une mauvaise politique. L'UE doit tout mettre en œuvre pour trouver une solution négociée afin de mettre fin à cette guerre. L'UE devrait jouer un rôle indépendant et ne pas être le fidèle allié des États-Unis. À mon avis, il est très inquiétant que des États comme la Finlande ou la Suède envisagent maintenant d'abandonner leur neutralité et de rejoindre l'Otan.

La guerre en Ukraine doit être considérée comme une occasion de promouvoir une autre politique, en rompant avec la logique de puissance qui domine la politique internationale. Cela permet de faire un rapprochement avec les considérations sur la guerre de "l'Autre Agenda" à laquelle cette édition de Questioni est consacrée. L'"Autre Agenda" vise à rompre avec la logique de puissance prédominante. La guerre est certainement l'expression la plus extrême de la logique du pouvoir. Dans son contenu, il est souligné que la logique du pouvoir repose sur deux principes : "la propriété privée par le droit "naturel" et l'artificialisation de la vie".

Au lieu de la logique du pouvoir, l'"Autre Agenda pour un autre monde" s'inspire de la logique de la conservation et de la régénération de la vie. Pour rompre avec la logique dominante et promouvoir une autre logique, il y a trois objectifs clés : une autre utilisation des ressources financières pour la préservation, le soin et la régénération de la vie, l'utilisation de la connaissance pour les sociétés en développement et ne pas se limiter à des fins privées, l'abolition des brevets privés qui ne sont pas seulement la

source de bénéfices pour les détenteurs de capitaux comme c'est le cas pour les entreprises pharmaceutiques.

Cette initiative pour un autre agenda est une initiative pour utiliser la connaissance et le progrès technique afin d'améliorer les conditions de travail et de vie et non pour les limiter à l'augmentation des bénéfices privés. Et en effet, nous sommes confrontés à des défis majeurs qui menacent la survie de l'humanité, comme le changement climatique. Tout doit être mis en œuvre pour lutter contre ces défis écologiques. Cela n'est pas possible dans la logique capitaliste dominante que l'"Autre Agenda" dénonce. L'engagement pour la paix et le désarmement ainsi que la lutte contre le changement climatique et pour un monde meilleur sont liés. Chaque centime dépensé pour l'armée est un centime perdu pour la lutte contre la crise climatique. Au lieu de dépenser des milliards pour les armes, nous avons besoin d'investissements publics pour la nécessaire transformation socio-écologique de l'industrie. Nous savons qu'une production basée sur les énergies fossiles n'a pas d'avenir. Nous avons besoin d'une révolution industrielle verte.

Pour la Gauche, il est clair que nous devons protéger les travailleurs touchés par ces processus de transformation et que les travailleurs doivent être impliqués eux-mêmes. Il s'agit d'un grand défi qui ne peut être relevé en laissant le marché décider. Comme le souligne l'"Autre Agenda", l'utilisation publique des connaissances est fondamentale.

Heinz Bierbaum est président du Parti de la Gauche Européenne. Il est sociologue et économiste.

La crise de la mondialisation : la guerre régionale de Poutine et la guerre mondiale de Biden

Paolo Ferrero

La guerre est une aberration inhumaine, elle ne peut jamais être justifiée. Comme les pères et les mères de la Constitution italienne l'ont sagement compris, la guerre ne peut être considérée comme une solution pour résoudre les conflits internationaux. Les problèmes doivent être résolus par d'autres moyens, et nous nous engageons à le faire. Tout d'abord, parce que le niveau de souffrance produit par la guerre est inhumain, et que le prix est principalement payé par les plus faibles, les personnes âgées, les enfants, les femmes, auxquelles la violence sexiste s'ajoute à celle des conflits armés. Ensuite, parce qu'en plus de la souffrance et de la terreur, la guerre engendre la haine, elle tend à se reproduire, détruisant la politique, la démocratie, la liberté. La guerre engendre la guerre, et c'est la plus grande aberration faite aux humains, une sorte de cannibalisme à l'échelle industrielle. La guerre est la négation de l'humanité. C'est pour cela que nous sommes contre la guerre, toujours et sans condition.

La guerre doit être combattue à sa racine, mais elle doit être analysée dans ses causes - les causes, pas les raisons - et dans ses nombreux effets. Comprendre la guerre afin de construire la paix, une paix durable et perpétuelle, tel est notre objectif. Dans cette optique, examinons les guerres actuelles.

La guerre de Poutine et ses complices

Le 24 février 2022, l'armée russe a envahi militairement l'Ukraine. Comme nous l'avons répété mille fois, il s'agit d'un choix erroné et criminel qui a dramatiquement aggravé les problèmes dans la région et ouvre le risque d'une troisième guerre mondiale.

Cette guerre, déclenchée de manière coupable par la Russie de Poutine, est injustifiable. Ce crime transforme les autres sujets en saints, comme le voudrait plutôt la propagande occidentale. Poutine a de nombreux complices car les problèmes dans la région ont été aggravés et délibérément entretenus par l'Occident. D'abord le président des États-Unis en compagnie des dirigeants de l'Otan, de l'Union européenne et des gouvernements des pays occidentaux.

En 1989, les États-Unis ont remporté la guerre froide et, en 1991, le Pacte de Varsovie a été dissous, alors que le gouvernement américain avait explicitement promis de ne pas élargir l'Otan à l'Est. En violation des accords, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque ont rejoint l'Otan en 1997 et en mars 1999, avec augmentation, il y a eu lieu la première opération militaire menée par l'Otan, avec le bombardement de la Serbie. Une action menée en violation totale de la légalité internationale, sans l'autorisation du Conseil de sécurité des Nations Unies et sur la base du concept juridique

international de « ingérence humanitaire ». À partir de ce tournant, les États-Unis ont recommencé, après la défaite au Vietnam, à attaquer militairement des pays souverains en dehors de toute légalité internationale, en construisant leur consensus sur la manipulation de la réalité. Il suffit de penser à l'agression contre l'Irak basée sur le mensonge par Tony Blair et Colin Powell de la possession par l'Irak d'armes de destruction massive. De même, l'Otan a continué à absorber les pays de l'ancien Pacte de Varsovie dans son giron, et l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan (incluse dans la Constitution après le coup d'État de 2014) serait la dernière pièce d'un véritable encerclement militaire de la Russie. Le fait que cette situation compromette la sécurité de la région est compris même par un enfant. En d'autres termes, les États-Unis et l'Otan ont gagné la guerre froide mais n'ont pas recherché la paix, n'ont pas voulu construire un nouvel équilibre mondial mais ont utilisé l'effondrement de l'Urss uniquement pour dominer le monde. Il est évident que cette situation est un signe avant-coureur de conflit.

Le deuxième groupe de complices de Poutine est constitué des gouvernements et présidents ukrainiens successifs après 2014. Les Accords de Minsk, qui étaient censés garantir une coexistence précaire entre les républiques séparatistes du Donbass et l'État ukrainien, ont été constamment violés par l'agression militaire de l'armée ukrainienne et en particulier des milices nazies. Les présidents qui se sont succédé au fil des ans n'ont jamais eu la volonté d'arrêter les actions militaires contre le Donbass et même le Bataillon Azov a été intégré à la Garde Républicaine Ukrainienne. Cette agression militaire - qui a coûté la vie à plus de 14 000 personnes - s'est ajoutée à l'interdiction de divers partis d'opposition - à commencer par le parti communiste ukrainien, qui recueillait plus de 15 % du consensus - à l'action violente des escadrons nazis dans tout le pays et à l'abolition du russe comme langue officielle du pays. Les gouvernements ukrainiens, après le coup d'État de 2014, ont alimenté une guerre civile rampante contre les habitants de la partie orientale du pays et pénalisé les populations russophones.

La réaction des pays occidentaux

Examinons maintenant les caractéristiques et les objectifs de la guerre déclenchée par les États-Unis et l'Occident en réaction à la guerre de Poutine. Il est en effet évident à ce stade qu'il y a deux guerres. La guerre initiée par Poutine a mis au défi la surpuissance américaine mais pourrait être abordée et gérée comme un conflit régional. Les nœuds relatifs à la sécurité de la Russie et de l'Ukraine et la solution à la guerre civile qui dure depuis des années en Ukraine pourraient et peuvent être résolus par la médiation, comme nous et le pape l'avons préconisé pendant tous ces mois. Un compromis a été tenté en décembre par l'Allemagne, qui a proposé une solution négociée, rejetée par les États-Unis et l'Ukraine. Un compromis peut et doit être recherché aujourd'hui pour mettre fin à la guerre. Au contraire, les États-Unis, suivis de près par les classes dirigeantes occidentales, n'ont pas recherché un accord qui mettrait fin au conflit, mais ont déclenché une guerre mondiale - économique, médiatique, militaire - qui risque chaque jour de dégénérer en une confrontation directe - et donc nucléaire - entre l'Otan et la Russie. Cette guerre se déroule principalement sur trois niveaux :

- Les sanctions commerciales. Elles sont très larges et visent à mettre la Russie en faillite en réduisant le niveau de vie de la population afin de provoquer un soulèvement de masse contre le gouvernement, voire sa dissolution. De la famine à la révolte. Ces mesures sont principalement fondées sur l'interruption indéfinie des relations économiques entre l'Europe et la Russie. L'Europe est donc le fer de lance de cette offensive économique et est destinée à en payer le prix fort, avec de lourds effets de récession sur son économie.

- La guerre de l'information. Les grands médias occidentaux ont été mis sur un pied d'égalité avec les médias russes. L'abandon de toute déontologie professionnelle est la règle de l'information honteuse du régime. D'une part, toute affirmation du gouvernement ukrainien et

des milices nazies est relayée par la presse occidentale sans aucune vérification. D'autre part, l'appel de la Russie à la formation d'une commission d'enquête indépendante de l'Onu sur le massacre de Buca a été bloqué par la Grande-Bretagne sans soulever de problème dans la presse militarisée. Les médias ont été transformés en un système de propagande de guerre plutôt centralisé dont le siège est aux États-Unis. Au nom de la démocratie, toute personne qui pense différemment est criminalisée.

- La guerre a commencé. Aujourd'hui encore, elle se déroule par procuration, le gouvernement ukrainien employant des hommes adultes comme soldats en vertu de la loi martiale, souvent sous la supervision d'instructeurs de l'Otan. La fourniture d'armes augmente et a désormais franchi la frontière de l'implication directe de l'Otan - et, soit dit en passant, de l'Italie - dans le conflit. La stratégie américaine, annoncée par Hilary Clinton dès le début du mois de mars, consiste à transformer l'Ukraine en un nouvel Afghanistan, en submergeant Poutine dans une coûteuse guerre d'usure. C'est avant tout un crime contre le peuple ukrainien qui est utilisé comme chair à canon dans une guerre par procuration.

Il me semble clair que si la guerre déclenchée par Poutine pourrait être évitée par un compromis et peut être arrêtée par la négociation, la guerre déclenchée par Biden est faite pour durer, comme le montre l'énorme budget d'armement des États-Unis. L'objectif des États-Unis n'est pas la paix mais la poursuite d'une guerre non nucléaire en utilisant la volonté du gouvernement ukrainien d'utiliser son propre peuple et son pays pour saigner à blanc la Russie.

La guerre de Biden pour maintenir la domination américaine

La question qui se pose à ce stade est de savoir pourquoi les États-Unis et leurs alliés ont adopté cette position. Il est clair pour moi que-

les États-Unis ont voulu cette escalade parce qu'ils n'acceptent pas que leur pouvoir souverain soit remis en question. Nous avons vu comment, après avoir obtenu la dissolution du Pacte de Varsovie, les États-Unis ont acquis un leadership militaire sur la scène mondiale. Il est clair qu'ils ne tolèrent pas que la Russie puisse remettre cela en question. Toutefois, ce n'est pas le seul problème. Le fait est qu'au cours des 30 dernières années qui nous séparent de la chute du mur de Berlin, le monde est devenu beaucoup plus multipolaire : économiquement, technologiquement, financièrement et militairement. Les États-Unis sont toujours la principale puissance, mais ils ne peuvent en aucun cas être considérés comme la puissance hégémonique ou celle qui occupe une position de domination effective sur les autres.

Les États-Unis sont donc, à toutes fins utiles, le choix agressif d'une superpuissance qui assiste au déclin de son leadership mondial. Si le monde était bipolaire après la seconde guerre mondiale et unipolaire après la chute du mur de Berlin, il est évident qu'aujourd'hui il est multipolaire. La guerre de Biden représente donc la tentative américaine de restaurer un rôle de souveraineté absolue à l'échelle mondiale dans un nouveau contexte objectivement polycentrique. Il s'agit donc d'un acte de force délibéré, que Biden a résumé comme suit le 21 mars : "Il y aura un nouvel ordre mondial et nous devons le diriger".

Les objectifs tactiques de Biden

La guerre déclenchée par Biden a pour concurrent immédiat la Russie de Poutine, mais son *objectif stratégique* est la confirmation et la restauration de la domination unipolaire des États-Unis sur le monde. Cette restauration de la domination unipolaire s'articule autour d'une tentative de déstabiliser la Russie, de museler l'Europe en l'opposant à la Russie, et de contenir et menacer la Chine. Tout cela en faisant payer aux Européens la facture des sacrifices

humains, des destructions et de l'économie.

Quant à la Russie, il ne fait aucun doute que la ligne de Biden est celle de sa déstabilisation à grande échelle, qui peut aller de l'éviction de Poutine à l'éclatement de la Russie elle-même. Cet objectif n'est pas le seul : examinons de plus près les autres cibles.

- Menacer la Chine et la mettre sous pression. Après la phase de confrontation économique ouverte par Trump, la nouvelle administration américaine a accentué les éléments de confrontation militaire. Examinons brièvement la situation. Les chefs d'État et de gouvernement formant le Conseil de l'Otan, à la demande des États-Unis, ont décidé le 14 juin 2021 à Bruxelles, pour la première fois dans l'histoire, d'inclure la Chine "parmi les grands défis systémiques pour la sécurité mondiale". Comme si cela ne suffisait pas, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'Otan des 6 et 7 avril, les ministres des principaux alliés des États-Unis dans le Pacifique - Australie, Japon, Nouvelle-Zélande et Corée du Sud - étaient également invités, et dans le communiqué du secrétaire général à l'issue de la réunion, le danger chinois a reçu un peu moins d'espace que la guerre avec la Russie... À cette occasion également, le président Stoltenberg a déclaré que l'Otan prendrait en compte la Chine pour la première fois dans sa nouvelle stratégie de défense, qui sera rendue publique fin juin 2022 à Madrid. Le sommet de l'Otan élargi aux pays du Pacifique non membres de l'Otan a été reconduit le 26 avril 2022, au moment où nous bouclons cet éditorial, toujours dans le but de faire pression sur la Chine. Il est tout à fait clair que la Chine est désormais considérée comme l'ennemi principal par les États-Unis, qui s'emploient à déployer l'ensemble de l'Otan sur cette position.

- Relancer l'Otan en changeant ses objectifs et en forçant les pays européens à payer pour ses armes... Après des années de discussions entre Trump et les dirigeants européens, au cours desquelles l'utilité de l'Otan a même été remise en question, Biden a utilisé la guerre de Poutine pour opérer un virage décisif afin de revitaliser

l'Otan en tant que gendarme mondial - également vis-à-vis de la Chine - en forçant également les Européens à financer toute l'opération. L'Otan, créée en tant qu'alliance défensive en opposition au Pacte de Varsovie, a depuis longtemps cessé d'exister et est maintenant relancée en tant qu'instrument de domination globale de la planète et se caractérise comme le principal instrument d'intégration et de "discipline" des pays européens à la volonté hégémonique des États-Unis.

- Affaiblir l'Europe économiquement et politiquement. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les États-Unis considèrent l'Europe comme un concurrent, il suffit de penser aux polémiques de Trump avec l'Union européenne et en particulier avec l'Allemagne en raison de son déséquilibre commercial persistant avec les États-Unis. De même, il y a quelques mois à peine, les États-Unis ont orchestré le "vol d'une commande" de trois sous-marins nucléaires que la France devait construire pour l'Australie et qui ont été "transmis" à la Grande-Bretagne, beaucoup plus loyale. Il ne reste plus au bon Macron qu'à se plaindre mais sans trop élever la voix car ce conflit rampant est couvert de fleuves de rhétorique. Pour les États-Unis, l'Europe doit rester à sa place, sans ambition d'agir indépendamment dans le monde, ne serait-ce que pour protéger ses propres intérêts.

- Signaler à tous les pays du monde qu'il n'existe qu'une seule superpuissance et qu'elle est capable, aujourd'hui comme hier, d'intervenir, économiquement, financièrement et, si nécessaire, militairement, pour discipliner les indisciplinés.

Les premiers effets : le suicide de l'Europe

Le succès le plus notable de Biden se situe en Europe, qui s'est rapidement engagée dans la guerre contre elle-même. Le premier acte symbolique a été l'abandon définitif du gazoduc Nord Stream 2, suivi d'une politique de boycott économique qui prive essentiellement l'Europe

des hydrocarbures et des matières premières jusqu' alors représentés par la Russie. 33 ans après la chute du mur de Berlin, l'Union européenne a accepté d'ériger un mur le long de toute sa frontière orientale, entraînant son propre affaiblissement économique et politique. Ce choix des classes dirigeantes européennes a gravement compromis - voire annulé - les objectifs d'autonomie politique, économique et financière dont Merkel et Macron avaient indiqué, après la pandémie de Covid, la nécessité.

Si Trump s'est parfois retrouvé à discuter avec Merkel, Biden n'a jusqu'à présent trouvé que des exécutants obéissants, notamment au sein du gouvernement italien, qui occupe une position de servilité embarrassante vis-à-vis des États-Unis. L'Union européenne s'est en fait suicidée parce qu'au lieu d'essayer d'arrêter la guerre de Poutine, elle a accepté de rejoindre la guerre de Biden dans laquelle elle a tout à perdre. Le président américain a ainsi obtenu un double succès, d'une part en soumettant l'UE à sa propre volonté de rétablir la domination mondiale et - en même temps - en l'affaiblissant structurellement tant sur le plan économique que politique. Ce n'est pas un hasard si Boris Johnson, début avril, a fait l'éloge de "cette Union européenne", avec laquelle "nous pouvons maintenant dialoguer", car elle n'a rien à voir avec l'ancienne, dont le Royaume-Uni est sorti.

Ce choix - s'il devait être confirmé dans les prochains mois - constituerait le principal succès géopolitique de Biden. Pour l'instant, les tout petits signes de remise en question européenne sont carrément noyés dans les choix d'approvisionnement militaire au risque d'une troisième guerre mondiale. La subalternité européenne, en plus des retombées stratégiques, ne peut que produire une récession lourde en Europe avec des risques de réduction de l'appareil productif. S'il n'y a pas de changement dans cette direction, la rupture des relations économiques avec la Russie et le risque fort d'une réduction de celles avec la Chine conduiraient également à la régression du rôle de l'euro comme monnaie de réserve. La régression européenne et la

crise sociale qui en résulte sont donc - à ce jour - le principal objectif atteint par la guerre ouverte par les américains.

L'effet boomerang de la guerre de Biden sur le reste du monde

Si l'Europe a mis le casque sur elle-même, une grande partie du reste du monde a été effrayée par le choix américain. Cela a entraîné un gigantesque effet boomerang et les principaux acteurs de la scène mondiale font des choix très différents de ceux espérés par l'Oncle Sam.

Tout d'abord, l'action des États-Unis a rapproché davantage la Russie et la Chine. La Chine, tout en condamnant l'invasion russe, a fortement insisté sur le rôle des États-Unis et de l'Otan dans la déstabilisation de la région et ne s'est pas associée à la guerre de Biden, que ce soit sur le plan économique, financier, informel ou militaire. Il est tout à fait clair que le gouvernement chinois pense que les États-Unis, après avoir réglé leurs comptes avec la Russie, ont l'intention de régler leurs comptes avec eux. L'intérêt commun de l'autodéfense contre l'agression américaine constitue donc la base d'une convergence sans précédent entre la Chine et la Russie. Ce rapprochement n'a pas de précédent historique et trouve son fondement précisément dans la menace globale que représentent les États-Unis avec leur détermination à maintenir par des moyens autoritaires et militaires une position de revenu qui n'a plus aucun fondement dans la réalité économique et géopolitique mondiale.

Cet intérêt défensif mutuel est appelé à s'élargir car la complémentarité de la Chine et de la Russie est très forte. La Russie dispose des missiles atomiques intercontinentaux et des matières premières, la Chine dispose des usines et de la technologie. En levant les yeux, on peut voir l'imbrication de la donnée géopolitique et d'un phénomène décisif pour l'humanité : le changement climatique.

Tout d'abord, la Russie est de loin le plus grand pays de l'hémisphère nord et déjà le premier producteur mondial de blé. En raison du changement climatique, la Sibérie devient progressivement arable, ce qui donne à la Russie la possibilité de prendre une avance absolue dans la production alimentaire mondiale. La Russie disposant des terres arables et la Chine de la population et des capitaux, il est facile d'imaginer ce qui peut se passer dans un contexte de relations constructives entre ces deux géants.

Deuxièmement, le réchauffement climatique rend navigables les routes maritimes qui passent au nord de la Russie. Pour la Chine, c'est un fait d'un intérêt énorme. Il ne s'agit pas seulement d'une réduction drastique du temps de transit de l'Asie du Sud-Est vers l'Europe - de l'ordre de 40 % - mais de l'acquisition d'une route soustraite au contrôle militaire américain qui contourne complètement le couloir indonésien, véritable goulot d'étranglement du trafic maritime chinois.

Biden et l'administration américaine ont ainsi fourni un motif symboliquement décisif - l'intérêt russe et chinois pour une défense mutuelle contre une agression américaine - pour construire une coopération qui n'a jamais eu lieu entre les deux géants. D'un seul coup, les États-Unis ont convaincu les classes dirigeantes et les opinions publiques chinoises et russes de l'opportunité d'une coopération qui est probablement destinée - dans le cas où l'humanité ne se suicide pas avec la troisième guerre mondiale - à changer radicalement l'équilibre du monde et son centre de gravité.

La Chine n'est pas la seule à avoir pris ses distances avec les États-Unis. Il est emblématique que le vote de la résolution adoptée à l'Assemblée générale des Nations unies le 2 mars ait vu l'Inde et l'Afrique du Sud s'abstenir, ainsi que la moitié des pays africains. En termes de population mondiale, les gouvernements qui se sont rangés du côté des États-Unis ne représentent que 41 % de la population mondiale. C'est un signal d'alarme qui a été répété de manière encore plus flagrante lors de l'Assemblée Générale des Nations unies le 25 mars. Dans ce

cas, sur une motion déposée par l'Afrique du Sud - et sur laquelle l'Ukraine a demandé à ne pas voter - l'Arabie Saoudite ainsi que tous les pays du Golfe et le Brésil se sont également prononcés contre l'indication ukrainienne soutenue par les États-Unis et l'UE. La majorité des pays d'Amérique latine se sont abstenus.

Le 3 avril, à l'occasion de l'exclusion de la Russie du Conseil des Droits de l'Homme - présidé par l'Arabie Saoudite, un pays notoirement respectueux des droits de l'homme et protagoniste de la guerre contre le Yémen depuis des années - le désaccord avec la position américaine s'est encore amplifié.

Il s'agit de nouvelles dissensions, non négligeables, qui ont fortement inquiété les États-Unis qui, pour l'instant, ont réagi par le système habituel de la carotte et du bâton et par un tourbillon de visites "anglo-américaines" dans les différents pays récalcitrants, à commencer par l'Inde. Quoi qu'il en soit, l'Inde n'aura certainement pas apprécié d'être citée par les États-Unis comme un pays qui ne respecte pas les droits de l'homme et d'être menacée qu'un plus grand alignement sur la position russe entraînerait des conséquences "importantes et à long terme". Dans ce contexte, l'Inde a toutefois suggéré une augmentation des importations de pétrole russe, qui seraient payées en roupies plutôt qu'en dollars.

Je n'irai pas plus loin dans mon analyse des bouleversements géopolitiques afin de ne pas alourdir cet éditorial déjà volumineux. En résumé, l'action des États-Unis n'a pas seulement effrayé la Chine, mais aussi d'autres nations, entraînant ainsi un rétrécissement significatif de sa sphère de consensus.

Je peux me tromper mais je pense que ce fait n'est pas accidentel et n'est pas uniquement lié au sort de la guerre en Ukraine. Si, au XXe siècle, le centre de gravité du monde était l'Océan Atlantique et que, depuis la fin du XXe siècle, il est devenu l'Océan Pacifique, il n'est pas certain que, dans la phase suivante, dans un monde polycentrique, un rôle significatif ne puisse pas être joué par le continent et plus particulièrement par l'Asie, qui a des liens

très forts avec l’Afrique et - potentiellement - avec l’Europe et qui donne vie à ce gigantesque agrégat de terres que les géographes appellent le “vieux continent”.

Qui blesse avec de la monnaie...

Il convient de souligner un autre effet boomerang que la guerre américaine a eu sur le terrain très important des relations monétaires.

Comme on le sait, le dollar américain est la monnaie de référence mondiale en termes de commerce et - dans une moindre mesure - de réserves de change. Cette fonction est remplie par le dollar depuis 1944, lorsque les États-Unis l’ont imposé dans les accords de Bretton Woods, après avoir rejeté la position de Keynes qui voulait introduire une monnaie internationale “autonome”, appelée Bancor. Au fil des décennies, les formes sous lesquelles cette fonction a été exercée ont varié (en 1971, Nixon a supprimé le taux de conversion fixe entre le dollar et l’or) mais le rôle central en tant que monnaie fiduciaire est resté incontesté.

Dans un monde où le poids de l’économie américaine ne cesse de diminuer en termes de pourcentage, la pression pour surmonter cette situation s’est accrue. La guerre de Biden a donné un coup décisif pour déstabiliser ce système. En effet, si le Bloqueo avec lequel les États-Unis étranglent Cuba depuis plus de 60 ans ou le vol de l’or de la Banque Centrale du Venezuela par la Banque d’Angleterre étaient des actes criminels qui ne remettaient toutefois pas en cause le système, l’ampleur des actions menées ces derniers mois a un effet systémique bien plus important.

D’une part, la saisie de plus de 600 milliards de dollars détenus par la Banque Centrale russe sur ses comptes courants à l’étranger hypothèque énormément la crédibilité de l’utilisation du dollar comme monnaie de réserve.

De même, l’ensemble des embargos et des sanctions rend pratiquement impossible pour la Russie d’utiliser le dollar comme monnaie de

commerce international. Par exemple, la Russie est obligée de vendre son gaz en roubles pour la simple raison que, sinon, tout paiement effectué en dollars ou en euros dans les banques occidentales serait immédiatement saisi. Cela équivaldrait pour la Russie à donner son propre gaz.

En d’autres termes - dans une situation où les rapports de force économiques et financiers faisaient déjà craquer le rôle monopolistique du dollar dans les échanges internationaux - les mesures prises par les États-Unis dans la guerre, ont engendré une véritable crise de la situation antérieure. Les États-Unis pensaient pouvoir « faire plier » le gouvernement russe par cette décision. Au lieu de cela, l’effet est que les Russes sont obligés de trouver des alternatives à l’utilisation du dollar et ceux qui supportaient mal la position de rente du dollar se sont montrés intéressés à trouver des accords avec la Russie. En d’autres termes, à mon avis, les États-Unis ont surestimé leur puissance économique et financière (qui, pendant des années, a été fondée sur leur monopole de la force militaire au niveau mondial) et risquent de perdre l’énorme avantage de posséder la monnaie officielle du commerce international.

Pour comprendre ce que risquent les États-Unis, il suffit de garder à l’esprit qu’en émettant une monnaie considérée par tous comme stable, ils peuvent en imprimer autant qu’ils le souhaitent et - en fin de compte - ne pas avoir à rembourser leurs dettes. Si la population des États-Unis peut vivre bien au-delà de ses moyens réels, si les États-Unis peuvent afficher une balance commerciale déficitaire pendant des décennies, c’est bien parce que le reste du monde les finance. Au cours du nouveau millénaire, la Chine les a financés en vendant des marchandises aux États-Unis et en achetant - avec les dollars obtenus en échange des marchandises - des obligations du gouvernement américain.

La guerre a introduit un facteur de crise radical dans ce mécanisme. La tendance à réduire le monopole du billet vert dans la gestion du commerce international - un rôle qui ne prendra certainement pas fin du jour au lendemain - a

été accélérée par les sanctions contre la Russie et cette tendance ne manquera pas d'avoir un impact négatif sur le niveau de vie des habitants des États-Unis.

Il ne s'agit pas d'un phénomène destiné à se réaliser en quelques mois mais la dynamique de la guerre de Biden a produit la rupture d'un équilibre instable et le nouveau point d'équilibre ne sera pas en continuité avec l'ancien mais qualitativement différent. De ce point de vue, la vente du pétrole et du gaz russe en roubles ou le fait que l'Arabie saoudite envisage de vendre du pétrole à la Chine en yuan (25% de la production arabe est achetée par la Chine) peuvent être la boule de neige qui déclenche l'avalanche. L'ère de Bretton Woods touche à sa fin et remet en question la position privilégiée vécue par la population américaine dans l'appropriation des fruits du travail d'autrui. La situation est telle qu'elle déstabilise ce pays et accroît ses risques à l'échelle mondiale. N'oublions pas les convulsions vécues par les États-Unis dans l'affaire Trump, mais je ne peux pas ouvrir ici cet autre volet.

En résumé

Je termine ce long éditorial en résumant les thèses de fond.

Face à la guerre régionale criminelle menée par Poutine, les États-Unis ont répondu par une guerre mondiale criminelle. Cette situation risque chaque jour d'aboutir à la troisième guerre mondiale.

Le contexte dans lequel cela se produit est la tentative des Usa de maintenir la domination unipolaire du monde dans une situation où ce domaine n'a plus aucune justification militaire, économique, financière ou technologique.

La guerre de Biden a atteint les objectifs voulus du côté européen, tant en ce qui concerne la rupture des rapports entre l'Union européenne et la Russie qu'en ce qui concerne la remise en cause radicale de l'autonomie européenne. Sur le reste du monde, l'action des États-Unis a au contraire engendré un effet boomerang signi-

ficatif, entraînant une convergence stratégique importante entre la Russie et la Chine et une forte distanciation des États-Unis par des pays que nous aurions autrefois qualifiés de "non alignés".

La stratégie de Biden n'a pas encore réussi à sortir les États-Unis de la situation de déclin de son pouvoir à l'échelle mondiale. Dans la protection avec laquelle les États-Unis ne veulent pas renoncer à leur position de domination est inhérent le risque de la troisième guerre mondiale.

Il est en effet évident que l'échec prévisible de la tentative de Biden de maintenir une situation de domination et de niveau de vie de type impérial - dans un contexte où celui-ci n'a plus les éléments structurels sur lesquels s'appuyer - augmente considérablement les risques de guerre mondiale et souligne que les États-Unis sont aujourd'hui de loin le principal danger pour la paix mondiale.

En conclusion

Quatre piliers me semblent devoir sous-tendre notre action politique et culturelle.

1. Premièrement, pour nous, le monde doit être régi par une coopération multipolaire. Nous ne voulons pas de la domination unipolaire des États-Unis, tout comme nous ne voyons pas d'un bon œil un monde divisé en deux blocs économiques-impériaux mutuellement opposés. Dans ce cadre, le désengagement de l'Europe de la subordination aux États-Unis doit être clairement exprimé, sachant qu'un monde équilibré doit voir un équilibre entre les macro-zones mondiales.

Notre objectif est un monde multipolaire fondé sur la coopération. Seul un nouvel humanisme, fondé sur le développement égalitaire de l'humanité dans sa relation avec la nature, peut permettre à l'espèce humaine de franchir civilement la ligne d'arrivée du XXI^e siècle. Sur la base de ce nouvel humanisme, nous devons redéfinir les adversaires et les alliés. J'espère ne scandaliser personne en rappelant que le milita-

risme - dans ses versions nationalistes ou "humanitaires" - constitue le plus grand adversaire, et que l'inspiration humaniste du Pape François s'inscrit dans cette grande perspective de transformation.

La lutte pour une coopération économique égalitaire, pour la paix et pour la protection de la nature sont trois aspects d'un même objectif. Ils ne peuvent être résolus séparément. C'est pourquoi nous pensons que le capitalisme a épuisé son poussé propulsive et que le socialisme est aujourd'hui une nécessité. C'est pourquoi nous pensons que le dépassement du capitalisme est une nécessité pour assurer un avenir à l'humanité.

2. Deuxièmement, nous devons être les porteurs d'un pacifisme fondé tant sur des exigences éthico-morales que sur des exigences matérielles et sociales. Nous devons construire un mouvement anti-guerre fondé à la fois sur des préoccupations humanistes éthico-morales et sur la défense intransigeante des intérêts matériels des couches populaires.

La guerre tue et la guerre appauvrit. La guerre est la mort et la guerre est la faim, la pauvreté. L'opposition - propagée par l'univers des médias mainstream - entre la tête et le ventre, selon laquelle le domaine des idées est guidé par de nobles idéaux mais la dure réalité matérielle nous oblige à faire des choix inhumains pour satisfaire nos besoins, est une absurdité sans fondement.

Aujourd'hui, l'humanité est capable de produire bien plus que ce dont elle a besoin pour vivre et de le faire de manière respectueuse de l'environnement. Ce sont les relations capitalistes qui déterminent artificiellement une polarisation entre la pénurie pour des milliards de personnes et le gaspillage insensé pour des millions de riches dans un contexte de destruction de l'environnement. Du pain et des roses, c'est ce que réclamaient les ouvriers du textile de Lawrence lors des marches du début des années 1900, lorsqu'ils s'opposaient aux patrons surpuissants des États-Unis. Du pain et des roses, voilà ce que nous voulons aujourd'hui, car l'alimentation du corps et de l'esprit ainsi qu'une relation

positive avec notre habitat naturel ne sont pas un luxe pour quelques-uns, mais une possibilité nécessaire pour tous.

Dans la lutte pour éviter la troisième guerre mondiale, nous devons revenir aux fondamentaux, à des mots d'ordre simples mais compréhensibles par tous, comme ceux avec lesquels Lénine a fait la révolution en Russie. Paix et terre pour les paysans.

Dans cette perspective, il faut donc ouvrir une lutte de masse contre la guerre, la pollution, l'augmentation des dépenses militaires, la vie chère, c'est-à-dire contre le capitalisme. Les effets de la guerre ne sont pas seulement les morts en Ukraine, mais aussi les pénuries, la pauvreté, la souffrance sociale des autres peuples.

Contre la guerre et ses effets, il est nécessaire de construire un mouvement de masse, en commençant par l'Italie, qui paiera durement les choix misérables de sa propre classe dirigeante. Contre le banquier casqué et ses acolytes, il est nécessaire de construire un alignement social populaire contre la guerre, les inégalités et la destruction de l'environnement. Le pacifisme éthique et l'environnementalisme doivent être soudés à la lutte contre la guerre fondée sur la justice sociale.

3. Troisièmement, il faut souligner que les intérêts du peuple italien et des peuples d'Europe ne coïncident pas avec ceux des dirigeants des États-Unis et de l'Otan, dont nous devons sortir. Dans ce cadre, un choc frontal doit être ouvert en Europe afin de construire une autonomie économique, politique et géostratégique.

Le destin de l'Europe ne s'arrête pas à la dimension atlantique mais doit se tourner vers l'Oural, le Moyen-Orient et l'Afrique. Dans ce contexte, la proposition d'une Europe neutre capable de développer le dialogue international est le point fondamental autour duquel doit graviter notre proposition politique. Ce n'est pas un travail facile, et il n'est pas non plus concevable que ce soit un travail linéaire : aujourd'hui, il est nécessaire de s'opposer et de boycotter le processus de militarisation de l'Europe sous l'égide de l'Otan, et à cette fin, tout acte unilatéral de la part d'un pays quelconque est le bienvenu.

La priorité aujourd'hui est d'empêcher la fermeture du circuit d'un Occident enrôlé derrière le commandement impérialiste des Usa. Ce serait le pire agrégat réactionnaire, barbare, dangereux et destructeur que l'histoire humaine ait jamais connu.

4. Quatrièmement, il faut lutter à fond contre le manichéisme de l'idéologie dominante qui réduit tout à un match de football : lequel des deux supportez-vous ? Ainsi, la guerre est présentée comme la nécessité d'un choix entre Poutine et Biden, comme si ces deux criminels n'étaient pas simplement les deux faces d'une même pièce. Ils veulent nous enrôler tous dans la guerre, en nous convainquant que nous devons prendre parti alors que le seul véritable choix est de faire défection et de construire l'alternative, la paix, la négociation, le dialogue.

Cette mise en cage de la réalité et des alternatives dans les choix qui leur plaisent est l'un des problèmes fondamentaux de l'imagination politique de notre époque. Depuis des années, la politique est détournée et réduite à un pur simulacre d'elle-même dans la construction d'un bipolarisme de convenance qui écarte toujours la question de l'alternative. Ils veulent vous faire croire que vous devez choisir entre le centre-droit et le centre-gauche, alors que ces derniers partagent presque tous les choix de base. Même l'affaire Covid a été utilisée pour pro-

duire un clivage manichéen dans le pays, qui va bien au-delà de l'affaire fortuite, désignant une partie de la population comme "ennemis intérieurs", alors que les multinationales se sont enrichies de manière disproportionnée, que la santé publique est détruite et que dans les pays pauvres, les vaccins continuent d'être un mirage.

Entre tuer et mourir, il existe une troisième voie, celle de vivre. Et cette approche est un point décisif pour soutenir la possibilité d'un changement. Les alternatives dichotomiques que le pouvoir nous propose sont toujours de fausses alternatives : c'est toujours le choix entre la poêle et le feu. Notre autonomie culturelle repose sur la capacité à poser les bonnes questions, les bonnes alternatives, sans accepter l'organisation de l'imaginaire faite par nos adversaires afin de perpétuer leur pouvoir.

Paolo Ferrero, directeur de Quistioni, est vice-président du Parti de la Gauche Européenne. Il a été secrétaire national du Partito della Rifondazione Comunista, Italie, et ministre des Affaires sociales dans le deuxième gouvernement de Prodi.

Articles

L'Autre Agenda. La connaissance. Au cœur du pouvoir, de l'inégalité et de l'injustice

Riccardo Petrella et le Groupe de Promotion de L'Autre Agenda

L'objectif

Construire une communauté globale de vie en passant des "je" qui enferment aux "nous" qui libèrent

Synthèse et propositions

Document rédigé à partir d'un texte soumis par Riccardo Petrella en Fontaine de Vaucluse (F), 25 novembre 2021, modifié et mis à jour le 10 janvier 2022 suite aux commentaires et aux propositions des autres membres du groupe de promotion du projet L'Autre Agenda.

Table des matières

Introduction

Partie A. Analyse de l'Agenda des dominants

Les dominants

Les principes fondateurs et les croyances

Les objectifs prioritaires et le système de domination

Les principaux instruments du pouvoir

Les narrations des dominants sur la connaissance...

Le monde S&T, Prévisions et attentes des dominants

Partie B. L'Autre Agenda, L'Agenda des

habitants de la Terre

Les habitants de la Terre

L'éthique de base de l'Autre Agenda

Les principes fondateurs, les croyances

Les objectifs prioritaires, coopération et partage

Les propositions. Principales actions pour la transformation

Appendice. Une comparaison graphique entre l'Agenda des dominants et l'Autre Agenda

Le projet L'Autre Agenda

Tout a commencé en vue d'une mobilisation internationale en faveur d'une politique mondiale publique de la santé à l'occasion du G20 2021 en Italie.

L'objectif n'était pas de demander quelque chose au G20. C'est inutile. Mais de manifester notre grande indignation, dénoncer la criminalité des politiques dominantes et diffuser nos propositions centrées sur l'abolition des brevets sur le vivant (et l'intelligence artificielle) et pour une autre politique de la connaissance, bien commun public des habitants de la terre. Un bien commun mondial devenu propriété privée et instrument puissant de prédation de la vie dans l'intérêt des groupes sociaux dominants.

A l'origine de cette mobilisation ont été les associations Transform!Europe et Agora des habitants de la Terre. De leur alliance et de la participation d'autres groupes comme celui de Venise (Paolo Cacciari) et du mouvement féministe (Nicoletta Pirota), a germé la

rédaction du Mémoire des citoyens, tentative de positionnement politico-humain de base à l'intention des citoyens eux-mêmes (voir www.agora-humanite.org).

Sur la base du Mémoire, le projet L'Autre Agenda a pris son envol: des manifestations de rue ont eu lieu à Liège, Bruxelles, Rome, Venise, Matera... le 18 mai à la veille du Sommet Mondial sur la Santé du G20 à Rome. Puis, grâce au soutien du groupe parlementaire La Gauche du Parlement européen et du Parti de la Gauche Européenne, une série de séminaires internationaux et une conférence internationale à distance ont eu lieu fin septembre et fin octobre 2021. Nous avons aussi diffusé une vidéo de 34 minutes présentant des interventions d'une trentaine d'artistes du monde entier, intitulée "L'autre agenda" (voir www.agora-humanite.org).

Le 27 novembre dernier, nous avons pu soumettre une version du document « L'Autre Agenda. Synthèse et propositions » au Forum européen des forces alternatives et progressistes. Le présent document constitue la version définitive du projet L'Autre Agenda.

Par ce document, le travail politico-social entre dans sa vraie phase de mobilisation transformatrice. Le cap est fixé: dénoncer l'irresponsabilité criminelle de L'Agenda des dominants et entamer un parcours de longue durée par lequel les citoyens qui adhèrent aux finalités de l'Autre Agenda, l'Agenda des Habitants de la Terre, se battent pour ouvrir de nouveaux horizons à la construction d'une communauté globale de vie de la Terre juste, solidaire, pacifique, trois adjectifs réalisables.

Remerciements

Le document a été le résultat d'un travail collectif réalisé à l'occasion de deux séminaires internationaux online et d'une conférence internationale, elle aussi à distance. Plusieurs personnes y ont participé. Qu'elles soient ici chaleureusement remerciées, en particulier, Roberto Musacchio (I), Roberto Morea (I), Paolo

Ferrero (I), Paolo Cacciari (I), Cornelia Hildebrand (D), Marga Ferré (E), Roberto Mancini (I), Heinz Bierbaum (D), Joao Caraça (PT), Nicoletta Pirotta (I), Mary Theu Niane (Sénégal), Manon Aubry (F), Marc Botenga (B), Paola De Meo (I), Alassane Ba (F), Marcos P. Arruda (BR), Armando De Negri (BR), Luis Infanti de la Mora (CL), Hélène Tremblay (CND-Québec), Oumu Kane (Ruanda), Maria Palatine (D), Pietro Pizzuti (B), Bernard Tirtiaux (B), Pierre Galand (B), Moema Viezzer (BR), Anibal Faccendini (ARG), Lucie Sauvé (CND-Québec).

Partie A. Analyse critique de l'Agenda des dominants

1. Les dominants

Par les "dominants" nous entendons les groupes sociaux qui plus que d'autres groupes ont, par la voie démocratique ou l'accaparement par la force, le pouvoir politique, (idéologique, économique, militaire, social, culturel) de définir et imposer les valeurs communes et les principes fondateurs du vivre ensemble, en dictant les règles; de fixer les objectifs et les priorités à poursuivre; de contrôler et juger le respect des priorités et des règles; de résoudre les conflits et sanctionner les transgressions; d'orienter les modes de vie des populations à l'échelle mondiale.

Actuellement, les dominants se trouvent principalement dans les pays dits "occidentaux", du "Nord", en raison surtout de leur puissance économique, militaire et idéologique résumée par le fait que leur système dit "capitalisme de marché" constitue la forme la plus répandue de "système prédominant" dans le monde.

Les sujets dominants principaux sont des Etats tels que les Etats-Unis, l'Allemagne, la France, le Japon, le Royaume-Uni, la Suisse, l'Italie, le Canada et, par d'autres modalités, la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, et des sujets tels que les Glocos (les compagnies globales comme les Gafam, les Big Pharma, les sociétés pétrolières et minières, les grands groupes de distribution

commerciale...) et la Grande Finance (une petite dizaine de banques mondiales, trois principaux fonds mondiaux d'investissements, les Bourses...). Certes, les organisations religieuses telles que les Bouddhistes, les Hindous, les Confuciens, les Musulmans, les Chrétiens, les, Catholiques...font partie aussi des dominants mais sur d'autres plans que celui politique.

La double nouveauté par rapport à il y a une soixantaine d'années c'est que, d'une part, le pouvoir de domination (en résumé, le pouvoir "politique") n'est plus l'apanage principal des Etats, des pouvoirs publics. Ce pouvoir est davantage aux mains de sujets "non-étatiques" privés, comme les entreprises multinationales, multi-territoriales, multisectorielles, mondiales, nouvelles oligarchies planétaires en guerre permanente pour la puissance et la survie. D'autre part, le pouvoir de domination ne se fonde plus principalement sur la souveraineté (propriété et contrôle) des ressources naturelles et de la population, mais sur l'appropriation et le contrôle de la connaissance, notamment des connaissances scientifiques et technologiques débouchant sur la "création" d'un univers nouveau de biens, produits et services pratiquement inconnus il y a 60 ans.

Aussi, la domination s'exerce-t-elle par des facteurs, mécanismes et modalités différents mais aussi par le renforcement des formes, mécanismes et modalités "anciens". On pense au patriarcat, au racisme, au principe d'inégalité, aux autocratismes, à l'effacement des libertés, au déferlement de la primauté du "je" et des identités centrées sur des multiples "je" totalitaires, excluants, guerriers, conquérants. Cela, au détriment et à l'annihilation du "nous", des "nous" collectifs, communs, ouverts, pluriels, coopérateurs... Voir la première partie du Mémoire des citoyens.

D'ailleurs, l'Agora des habitants de la Terre est une "association" de personnes qui s'est formée en 2018 en opposition à la société et à l'histoire des "je", en partant du principe que nous, êtres humains, sommes tous – au-delà de certaines spécificités de groupe (sexe, âge, couleur de la

peau, langue, croyances...) – partie intégrante d'un "nous", l'humanité, qui à son tour est partie essentielle d'un nous, plus "grand et plus complexe", dont l'humanité est en train de prendre conscience, à savoir la communauté globale des êtres vivants de la Terre (toutes espèces vivantes incluses). Nous y reviendrons, évidemment.

2. Principes fondateurs. Croyances

Selon les dominants, le but de la créativité humaine, individuelle et collective est de poursuivre la croissance économique, grâce à laquelle – affirment-ils – tout développement tire sa force et sa durabilité.

La connaissance scientifique et technologique est la source de la croissance économique et du bien-être matériel et immatériel des sociétés. Elle est devenue le facteur-clé à la base du pouvoir économique, de la puissance et de la sécurité des populations. Sa propriété et son contrôle, disent-ils, garantissent la souveraineté des peuples. En réalité, ils pensent surtout à leur souveraineté.

La liberté et la propriété privée des biens essentiels pour la croissance économique et la prospérité personnelle et collective sont, disent-ils, des droits fondamentaux prioritaires sur les autres. Ils constituent les deux piliers centraux de toute société désireuse de gouverner son devenir.

L'exploitation du travail et le prétendu caractère 'naturel' de la division en classes de la société sont des phénomènes structurants de l'organisation des sociétés. L'absolutisation de la hiérarchie fondée sur la diversité des rôles sociaux des différentes fonctions de travail est la base constituante des hiérarchies économiques et de pouvoir.

La gouvernance économique, notamment à l'échelle mondiale, est la clé de voûte du système de gouvernance globale politique, fondé sur le rôle prioritaire des "porteurs d'intérêts" (les *stakeholders*). La gouvernance mondiale des *stakeholders* est la négation de la démocratie.

La pauvreté a toujours existé. L'inégalité aussi.

La guerre également. Elles sont, considèrent-ils, des phénomènes liés à la nature humaine, aux égoïsmes, à la tendance des uns à la domination, des autres à l'enrichissement, au racisme, à la xénophobie. L'objectif réaliste, pragmatique, est de réduire l'ampleur de ces phénomènes et de mitiger leurs effets.

3. Objectifs prioritaires, mécanismes de domination

L'innovation technologique, la technologisation de la vie, de toute forme de vie, grâce à l'intensification et à l'application des avancées scientifiques dans tous les domaines (le vivant, l'énergie, les matériaux, l'intelligence) constitue le mot d'ordre principal. La priorité à la digitalisation résume la tendance dominante en faveur de la technologisation tous azimuts, sans limites.

La compétitivité économique sur les marchés de plus en plus globalisés est "naturelle" et inévitable dans le cadre d'une "guerre économique permanente" de tous contre tous.. Elle dépend de la capacité d'innovation technologique et de la puissance financière des porteurs d'intérêt. Seuls les plus forts survivront. Optimiser la rentabilité financière. La finance est la mère de la valeur des choses (biens et services). Tout ce qui est rentable financièrement a de la valeur et, pour cela, l'argent sera disponible. Tout ce qui n'est pas rentable n'a aucune importance.

4. Les (principaux) instruments du pouvoir

Le marché, dit "concurrentiel", de facto oligopolistique voire monopolistique, est considéré le régulateur "naturel" optimal des rapports d'échange des biens et des services et, donc, de l'économie et des relations sociales. Tout échange doit être "marchand".

La concurrence entre les travailleurs au niveau local et global, voulue et organisée par la mise en compétition des entreprises et des territoires par les grands groupes multinationaux...

L'ingénierie financière est de plus en plus

concentrée au plan mondial, à haute intensité technologique, et dissociée de l'économie réelle. Elle indépendante du pouvoir politique étatique... Libérée des régulations politiques et économiques publiques, elle a fait sauter les différences fonctionnelles entre sujets financiers (banques, caisses d'épargne, assurances, fonds d'investissements...) et les frontières territoriales.

Les brevets, droits de propriété intellectuelle privée. Il s'agit actuellement de l'instrument le plus puissant qui permet aux entreprises privées, surtout multinationales, de devenir propriétaires pour 17 à 20 ans des connaissances à la base de la conception et la production de biens et de services dans le domaine du vivant (semences, plantes, animaux, microbes, êtres humains...) et de l'intelligence artificielle. Il suffit de penser aux débats sur les brevets sur les vaccins et sur les systèmes intelligents, les robots soldats et les drones pour se rendre compte de la puissance fondée sur les brevets.

La monétisation de la nature (donner un prix à tout élément du monde naturel) relancée avec force fin octobre 2021 par la Bourse de New York, est nécessaire et irréversible pour assurer aux entreprises la disponibilité des ressources indispensables à la croissance économique dans une situation de raréfaction quantitative et qualitative des ressources naturelles.

L'éducation est surtout un système de formation des ressources humaines aux savoirs et compétences dont les entreprises privées ont besoin pour maintenir et renforcer leur compétitivité internationale.

5. Les narrations des dominants sur la connaissance

Le concept de "connaissance" est réduit à celui de "science et technologie" (S&T). La "science" est entendue surtout comme "science exacte". C'est ainsi que la technologie a remplacé le terme de "technique" pour indiquer la dépendance croissante de la technique vis-à-vis de la science.

Toute autre forme/expression de connaissance,

par exemple celle des populations dites “indigènes”, est considérée soit “locale”, soit d’aucune valeur pour le système global.

Une vision déterministe techno-scientifique du “progrès” et de la vie a été imposée. Tout changement commence par des “progrès” scientifiques qui conduisent à des progrès technologiques générateurs de progrès économiques. A partir de ces derniers s’ensuivent des progrès sociaux et, finalement, des progrès humains. Autrement dit, il n’y a pas, pour les groupes sociaux dominants, de progrès humain en l’absence de progrès scientifique!

L’innovation qui “change le monde” est l’innovation technologique et économique. L’innovation sociale, culturelle, politique, humaine doit être étroitement liée à la première et en tout cas elle ne peut pas être en conflit voire en alternative à la première, sous peine de manque de réalisme et d’impraticabilité.

Tout, toute forme de vie, est une ressource à “valoriser” pour faire avancer le “progrès économique”, mesuré en termes de croissance du PIB et de la rentabilité du capital.

Tout, y compris les êtres humains, est traité comme une ressource pour l’économie. La marchandisation et la monétisation de la nature sont un principe adopté en 2012 lors du Troisième Sommet Mondial de la Terre de l’Onu à Rio de Janeiro.

La marchandisation de la vie et l’impératif de la compétitivité entre les entreprises à l’échelle de plus en plus globale des marchés mondiaux rentables ont donné un coup d’accélération puissante à la privatisation de toutes les activités économiques, le capital privé mondial trouvant dans un tel contexte d’énormes nouvelles opportunités de profit.

La scientification et la technologisation de l’économie ont poussé les groupes économiques dominants à s’intéresser davantage aux questions du contrôle de la production scientifique et technologique et de leur utilisation et, par conséquent, de leur propriété.

La privatisation de la science, de la R&D, et de l’innovation technologique par les brevets, avec le soutien et l’aide financière des États, a été

l’instrument-clé par lequel les sujets privés se sont emparés du pouvoir de régulation réelle et de contrôle de la vie.

L’octroi du droit de propriété intellectuelle privée sur la connaissance restera vraisemblablement la forme la plus puissante et paradigmatique actuelle de la conquête du pouvoir politique par les sujets privés. Légalisés par une décision de la Cour Suprême des États Unis en 1990 et par l’Union européenne en 1998, les brevets sur le vivant ont déchaîné une énorme vague d’appropriation privée de la vie par des sujets privés: d’abord au niveau des semences et des OGM, en particulier les médicaments et annexes, puis au niveau de l’immense monde ouvert de l’intelligence artificielle.

L’Université, principal champ de la créativité en matière de recherche et d’éducation a cessé d’être un champ libre. Ses activités de recherche ont été colonisées par le monde du business et de la finance, avec l’accord des pouvoirs publics, au nom du principe « *First patent, then publish* ». La connaissance académique n’est plus un bien commun public mais un outil guerrier au service de la compétitivité mondiale des entreprises.

Il en a été de même de l’éducation, réduite à un grand système de formation des ressources humaines pour l’acquisition des savoirs et des compétences dont les entreprises du pays ont besoin pour maintenir et améliorer leur compétitivité dans les marchés mondiaux

Tout ce qui précède a transformé la nature et les modalités concrètes des notions de sécurité “nationale”, sécurité énergétique, sécurité alimentaire, sécurité hydrique, sécurité militaire.

Toute activité scientifique et technologique est considérée un instrument stratégiquement important au service des intérêts des plus forts. Derrière le mot “sécurité nationale” se cache en réalité la sécurité des intérêts économiques et de puissance des oligarchies “locales” privées globalisées et mondiales, et non pas l’intérêt général, le bien commun de tous les membres de la communauté globale de vie de la Terre.

La militarisation de l’économie, notamment

par la militarisation “stratégique” de la connaissance, est un indicateur d’une grande mutation intervenue au sein de nos sociétés.

Les guerres des algorithmes, les guerres des semences, les guerres des vaccins... sont des pratiques sociales collectives imposées par les dominants. Elles ont réduit la vie, de nouveau, à des multiples espaces de rivalité pour la survie., L’autre est l’ennemi.

Dans cette “*knowledge based society*” et cette “*knowledge driven economy*” il n’y a pas de place pour les droits universels des humains ni pour les droits de la “nature”.

Il n’y a pas non plus de co-responsabilité au sujet de certains biens et services essentiels pour la vie et le vivre ensemble, comme l’eau, l’air, les semences, l’énergie solaire, la santé, la connaissance.

La “naturalisation” de la hiérarchie sociale, donnée comme la forme la meilleure et la plus efficace d’organisation sociale, expression-clé d’une anthropologie inégalitaire, sert en tant qu’idéologie légitimant toutes les inégalités (économiques, sociales, démocratiques, culturelles, politiques...).

6. Le monde S&T d’après les prévisions et les attentes des dominants

Le tableau qui suit est tiré d’un travail réalisé par l’Otan sur l’émergence au cours des années 2020-2040 de technologies porteuses de ruptures significatives. Il illustre concrètement les conceptions des changements les plus importants qui modifieront le système S&T et, par conséquent, le système économique et politique mondial actuel, selon les “attentes” du monde technoscientifique dominant.

Comme on le voit, “Les données” (Data, Big Data) apparaissent avec force à la première place. C’est par elles, affirme-t-on, que l’on créait l’argent/la richesse. C’est aussi sur elles que l’on construit le pouvoir. Étonnant que le fait de départ marquant de l’anthropologie de notre civilisation, selon les dominants; ce soit “les données”. Ce n’est plus “*In principio erat verbum*” “La parole” (ce qui dit, ce qui

exprime...) n’est pas l’acte premier de la création, de la connaissance.

Ainsi, logiquement, l’Intelligence Artificielle vient immédiatement après “les données”. La maîtrise, le contrôle et l’utilisation des données sont devenus stratégiquement importants pour la construction, l’appropriation et l’usage excluant de cet immense monde en expansion de machines et de systèmes opérationnels dits “intelligents”.

Tableau 1. Les Technologies émergentes de rupture (en anglais Emerging Disruptive Technologies – EDT) 2020-2040. Domaines technologiques d’intérêt majeur

Edt	Domaines technologiques
A.	Data Advanced Analytics Communications Advanced Decision Making
B.	Artificial Intelligence Advanced Algorithms Human Machines Symbiosis Applied Artificial Intelligence
C.	Autonomy Autonomous Systems Countermeasures Human Machines Training Autonomous Behaviour
D.	Quantum Communication Information Systems Precision Navigation Sensors
E.	Space Operations Platforms Sensors
F.	Hypersonics Countermeasures Platforms and Propulsion
G.	Biothechnologies Bioinformatics Synthetic Biology Human Augmentation

- Medical Countermeasures
- H. Materials
 - Additive Manufacturing
 - Energy
 - Novel Materials

Source: Nato, Science & Technology Trends 2020-2040 Exploring the S&T Edge Nato Science & Technology Organization, 2020

Ce monde est de plus en plus mis en place de manière libre, non régulée, “auto-certifiée”. Il existe de modestes tentatives d’introduire des régulations publiques, sans grand succès. Pour les dominants, l’Intelligence Artificielle est comme la Finance. Elle doit être libre, doit grandir et s’affirmer librement. Pensez, à cet égard, au rôle crucial que joue le droit à la propriété intellectuelle privée, notamment par les brevets sur les algorithmes. Non seulement dans le domaine militaire, mais surtout, scandaleusement, dans le domaine de la santé. Significative, mais non surprenante, est l’attribution du troisième rang à l’autonomie. Dans un contexte d’artificialisation de la vie, l’auto-nomie (pouvoir de décider soi-même) des humains mais aussi des machines, est en train de devenir “le problème” critique à tous points de vue.

D’où les défis soulevés par la “capacité” d’autonomie décisionnelle des humains (individus, groupes humains, communautés humaines, entreprises, collectivités territoriales, États...), par leurs relations avec les machines intelligentes, et par les relations entre les machines elles-mêmes et entre les systèmes de machines autonomes. La finance à haute technologie (par exemple, les robots conseillers financiers et les transactions à très haute vitesse, au millionième de seconde) est en train de prouver son inutilité! De son côté, la digitalisation universelle n’est pas la solution, mais elle devient le problème.

Si l’on voulait synthétiser au maximum, ou pourrait dire que l’importance prise par le principe/objectif de l’autonomie pour le système S&T dominant représente le point

de rupture majeur des mutations en cours introduites et recherchées par l’agenda des dominants: l’artificialisation de la vie par des machines autonomes par rapport aux humains indique que les dominants pensent attribuer la plus grande valeur pour la vie de la Terre à celle produite par les machines et non plus par les êtres humains. Sous-estimer cette tendance risque de ne pas se rendre compte des dystopies qui pourraient s’imposer.

Viennent, ensuite, en quatrième, cinquième et sixième position, trois domaines d’une valence stratégique puissante dans une perspective à long terme, mais qui ont déjà une influence considérable sur les configurations en mouvement des grands systèmes technoscientifiques et industrialo-commerciaux existants. Il s’agit du quantum, de l’espace, et de l’hyperpersonique.

Le domaine du quantum reste encore peu familier au grand public. Il n’est pas moins déterminant pour les dominants car la génération des ordinateurs quantum, opérant à l’échelle de la physique atomique et sous-atomique va remplacer dans les 5-10 ans à venir les ordinateurs actuels. La question est de savoir qui, et comment, pilotera une telle “reconversion industrielle”, lorsqu’on constate que les dominants actuels sont incapables de réaliser une “reconversion” énergétique dans l’intérêt de la population mondiale et de la vie de la Planète?

On parle beaucoup de l’espace surtout comme le “lieu” des nouvelles grandes aventures humaines. En réalité, ces narrations “bibliques” constituent une tentative mal cachée d’adoucir la pilule, à savoir *la fuite en avant dans l’inconnu opérée par les dominants* en annonçant l’inévitabilité des “guerres de l’espace” et donc de la priorité d’investir dans la conquête de l’espace dans le même esprit que celui de la conquête du Far West à l’américaine. Le triomphalisme à la Walt Disney par lequel on a présenté les voyages touristiques privés dans l’espace des milliardaires américains révèle la misère culturelle, sociale, et humaine d’une société qui se projette dans l’avenir en tant

que société hautement technologisée valorisant davantage le paraître, au détriment de l'être!

On enfonce davantage notre devenir dans le culte de l'avoir, le culte de la puissance de l'avoir.

Le domaine de l'hypersonique est le seul des domaines mis en exergue qui revête clairement, au stade actuel, une importance majeure pour les applications militaires. La conception dominante concernant les connaissances en la matière porte sur comment empêcher que l'ennemi acquière des positions avantageuses... Pour le reste, tout est braqué sur les questions des plateformes et de la propulsion.

Pour clore la liste, *last but not least*, on trouve les biotechnologies en septième position et puis en dernière, les nouveaux matériaux. Il s'agit de deux domaines qui, avec ceux des data et de l'intelligence artificielle, ont été, et restent, les principaux générateurs des "révolutions scientifiques et technologiques" des 40 dernières années. Ce n'est pas un hasard s'ils ferment l'univers des connaissances S&T sur lesquelles les dominants dériver leur pouvoir et, surtout, leur prétention à leur légitimité d'être au pouvoir.

Tous les grands débats politiques, sociaux et éthiques ont tourné autour de trois domaines mentionnés centrés sur le vivant (les biotech, les OGM, la prédation de la vie par la chimie de synthèse, les brevets sur les vaccins...) le travail humain (robotisation, brevets sur l'intelligence artificielle, réalité virtuelle...) et la santé de la vie de la Terre (les pesticides, les plastiques, les pfas, les grands barrages, les bateaux géants des containers et les immenses bateaux de croisière).

Cette configuration du système des connaissances en huit espaces montre clairement la vision technoscientifique déterministe et oligarchique de la vie et du monde. Selon les dominants, la vie n'est pas pour tous les habitants de la Terre car, croient-ils, les capacités d'autonomie (et de résilience) sont nécessairement inégales. De même, les décisions en matière du devenir du monde n'appartiennent pas non plus à l'espace de création et de coopération de tous les habitants

de la Terre, car l'accès aux connaissances et l'appropriation des biens essentiels à la vie sont, considèrent-ils, inévitablement inégaux, déséquilibrés, élitistes.

Les dominants ne pouvaient pas offrir une raison plus convaincante en faveur de la nécessité du bouleversement. Il faut un Autre Agenda, un agenda radicalement alternatif capable, par ses processus de construction, de faire s'écrouler l'actuel immense édifice de violence, d'injustice et de prédation/spoliation de la vie.

L'Autre Agenda est indispensable.

B. L'autre agenda, l'agenda des Habitants de la Terre

1. Les Habitants de la Terre

Nous, les êtres humains, ne sommes pas les seuls habitants de la Terre.

Nous sommes même parmi les derniers venus à l'habiter. Des millions d'espèces vivantes l'habitent depuis bien longtemps avant nous. Nous faisons partie de la vie de la Terre, de la nature de sa création, de son évolution. Nous appartenons à la nature.

Nous ne sommes pas hors nature. Nous sommes une espèce vivante qui a réussi à améliorer ses capacités d'existence, de résistance, d'adaptation et d'autonomie au cours des millénaires. Si bien qu'aujourd'hui nous sommes la seule espèce capable non seulement de modifier mais aussi de détruire la totalité des formes de vie de la Terre...

De ce constat, il découle, entre autres, que nous sommes aussi la seule espèce capable d'être responsable de la vie de la Terre à laquelle nous appartenons. Notre « survie » et notre « santé » dépendent de l'ensemble de la vie de la Terre. L'artificialisation de la vie n'est pas une solution mais une partie du problème. Nous avons l'obligation d'assurer la sauvegarde, la conservation, le soin de la vie.

Le propre de la vie étant son renouvellement naturel, notre premier impératif vital est de garantir la régénération de la vie. Le contraire

est un crime contre la vie.

Ainsi la connaissance, compris la S&T, ne peut pas être conçue et appliquée en tant qu'instrument au service des humains pour faire violence ou détruire la nature. En ce sens, le principe "pollueur payeur" est une aberration. En revanche, "il est interdit de polluer" est juste et raisonnable.

De cela, les habitants humains de la Terre ont pris conscience depuis une cinquantaine d'années et ont commencé à élaborer et définir les fondements et les principes juridiques des droits de la nature. Les droits humains à la vie ne peuvent pas être des facteurs de négation de droits de la nature.

En même temps, nous sommes obligés de réaffirmer qu'en tant qu'êtres humains nous faisons tous partie de la même communauté de vie globale, l'humanité. Cela, au-delà, des différences de couleur de la peau, de croyances et de visions du monde spécifiques à tel ou tel autre groupe ou communauté locale.

Aujourd'hui l'Américain blanc vit avec crainte et horreur de perdre la suprématie de puissance mondiale que ses anciens ont acquis par la force, l'esclavage, la puissance militaire et la colonisation du monde. Or, l'Américain blanc n'est pas un être humain supérieur à l'Afro-Brésilien plongeur dans un Pizza Hut de Chicago avec un salaire de misère, ni du jaune chinois ouvrier de Huawei qui est en train de menacer la puissance mondiale de Apple. Actuellement, il y a beaucoup, trop, de ABE ("Américains blancs équivalents") au sein des populations des pays occidentaux, mais aussi, mutatis mutandis, au sein de la Russie, de l'Inde, de la Chine, du Moyen orient et, de manière moins significative, de l'Afrique.

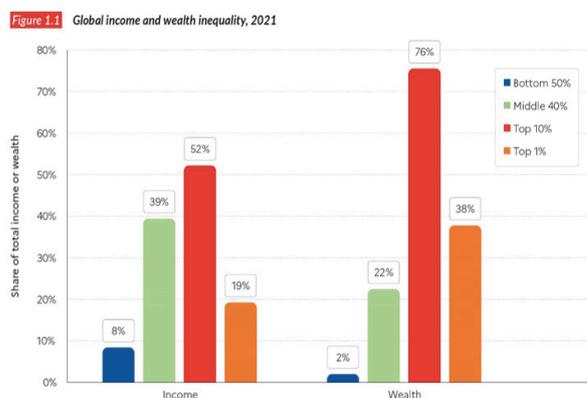
Le devoir de changer revient essentiellement aux ABE du monde occidental. Minorité numérique à l'échelle mondiale, ils ont encore un pouvoir de rupture énorme, déstabilisant, dévastateur de l'Humanité. L'exemple des inégalités voulues et maintenues dans le domaine des vaccins contre la Covid-19 et du droit "universel" à la santé, montre de manière forte à partir de quoi et de qui l'on

doit recommencer la lutte pour le droit à la vie sur notre Terre. Rappelons que d'ici un quart de siècle plus de 9 milliards d'êtres humains devront vivre ensemble en dignité et en égalité dans les droits.

Il faut repartir de l'inégalité dans le monde dans ses multiples dimensions dramatiques, dont le niveau d'appauvrissement en termes d'inégalités de revenu et de richesse constitue l'indicateur le plus significatif sur le plan concret et sur le plan humain et social.

Le World Inequality Report 2022 ne laisse aucun doute sur le caractère indispensable de repartir de l'éradication de la inégalité.

Figure 1. Inégalité mondiale de revenu et de richesse, 2021



Interpretation: The global 50% captures 8% of total income measured at Purchasing Power Parity (PPP). The global bottom 50% owns 2% of wealth (at Purchasing Power Parity). The global top 10% owns 76% of total Household wealth and captures 52% of total income in 2021. Note that top wealth holders are not necessarily top income holders. Income is measured after the operation of pension and unemployment systems and before taxes and transfers. **Sources and series:** wir2022.wid.world/methodology

La figure 1 montre que le 50% de la population mondiale plus pauvre a représenté en 2021 le 8% du revenu mondial et, beaucoup moins encore, le 2% de la richesse mondiale. En revanche le 10% plus riche a pris le 52% et le 76% respectivement et le 1% plus riche de la population a "capturé" le 19% et le 36%.

Il s'agit de chiffres incroyables concernant des milliards d'êtres humains. Derrière ces chiffres il y a la brutalité infinie des dominants et l'indécence cynique des sociétés humaine.

Une deuxième donnée, d'importance fondamentale dans l'optique de l'Autre Agenda, émerge du World Inequality Report. On a assisté au cours des 50 dernières années à une augmentation considérable de la part de la richesse privée dans la richesse mondiale

alors que la part de la richesse publique a chuté brutalement. Autrement dits, les sujets privés se sont emparés de la richesse mondiale. La richesse du monde a cessé d'être un patrimoine commun, un bien commun.

Comme démontré dans la première partie, les États, les pouvoirs publics, ont considérablement perdu le pouvoir politique, de plus en plus transféré par les mêmes pouvoirs publics aux mains et sous le contrôle de sujets privés.

Dans les conditions actuelles, il devient de plus en plus difficile changer les politiques de conception, de promotion d'appropriation et d'usage de la richesse mondiale.

Il n'est pas dit, cependant, que le futur soit définitivement bloqué. Entre autres évidences, l'ouvrage fondamental publié en 2020 (en anglais) par David Graeber & David Wengrow, *Au commencement était... Une nouvelle histoire de l'humanité* (Editions Les liens qui Libèrent, 2021); a démontré que les thèses sur la naturalité et l'inévitabilité de l'inégalité entre les êtres humains et les peuples n'ont aucune validité scientifique ni pertinence sociale. Cet ouvrage permet de prendre conscience qu'il est possible d'éradiquer les causes profondes culturelles, humaines, sociales et religieuses de l'inégalité. La régénération de la vie de l'humanité et de la communauté globale de vie de la Terre sur d'autres bases est possibles.

2. L'éthique de base de l'Autre Agenda

Nous sommes partie intégrante de la vie de la Terre. Nous appartenons à la vie "globale". Nous ne sommes pas sur la Terre pour conquérir et soumettre à nos besoins et à nos envies les autres espèces vivantes.

Nous pensons que l'organisation du vivre ensemble entre tous les habitants de la Terre (toutes espèces vivantes) ne peut pas, ne doit pas, être inspirée et guidée par la logique de la puissance, de la domination et de la violence.

Nous ne croyons pas que "seuls les forts survivront".

Il est inadmissible, à tous points de vue, que le droit à la vie en dignité et en égalité pour tous les

êtres humains ne soit pas une réalité concrète 73 ans après la Déclaration Universelle des Droits Humains. Nous pensons qu'à l'origine de cette situation inacceptable il y a la responsabilité d'un système social structurellement prédateur de la vie qui au cours des dernières décennies s'est imposé à travers le monde, a mystifié (que l'on pense au droit au et du travail, à la lutte contre l'appauvrissement, au développement durable) et puis a piétiné la plupart des avancées humaines et sociales réalisées au cours des XIXe et XXe siècles.

Nous pensons que la prédation de la nature et l'exploitation du travail constituent les deux faces violentes de la même médaille. Dès lors, l'éradication de cette violence passe par la libération du travail et la construction d'un rapport harmonieux entre les êtres humains et l'ensemble de la nature.

Il n'y a aucune raison, quelle qu'elle soit, pour accepter les inégalités et les injustices actuelles. Le droit à la vie pour tous c'est ici et maintenant. Le pragmatisme est la mère des dystopies.

Comme mis en évidence par la pandémie de Covid-19 le fait que des milliards de personnes soient exclues de l'accès aux vaccins et aux autres moyens de lutte contre la pandémie, c'est dû surtout à l'injustice des sociétés les plus fortes et riches du monde.

Il en est de même du fait que des milliards d'êtres humains continuent à ne pas avoir accès à l'eau potable. Ce n'est pas à cause de la raréfaction croissante quantitative et qualitative de l'eau bonne pour usages humains, mais c'est dû principalement aux choix et aux politiques poursuivies par les groupes sociaux dominants. Si des Syriens, des Kurdes, de Irakiens, des Libanais, des Palestiniens meurent ou vivent dans des conditions intolérables, c'est à cause des guerres que se livrent les puissants du monde, les États-Unis en tête, pour sauvegarder leur puissance, leurs intérêts, leur capacité de dominer et de s'accaparer des richesses des autres.

Enfin, il n'y a pas d'inévitabilité dans la destruction de la vie de la Terre. Le désastre écologique de la Terre continue car les groupes

sociaux dominants des pays les plus forts sont incapables de résoudre les problèmes qu'ils ont créés. Or, cette incapacité dérive de leur croyance que le droit à la vie n'appartient pas à tous les habitants de la Terre et que le seul objectif qui vaut la peine d'être poursuivi est sa propre survie (sous l'alibi de la "sécurité nationale").

Nous pensons que l'humanité existe en tant que conscience de la communauté des êtres humains faisant partie intégrante de la communauté globale de la vie de la Terre, toutes espèces vivantes comprises.

Cette prise de conscience, récente, de la communauté globale de vie de la Terre, nous conduit à penser que l'une des premières tâches revenant aujourd'hui à l'humanité est celle de travailler pour considérer les luttes contre l'exploitation et pour la justice sociale comme une condition nécessaire à la construction de l'humanité en tant que partie intégrante de la communauté globale.

Dans le temps, les êtres humains se sont dotés, notamment à l'échelle des organisations des États dits "nationaux", de nombreux biens communs (naturels et artificiels, matériels et immatériels...) essentiels et irremplaçables pour la vie. Ces biens communs faisaient partie, dans l'imaginaire culturel, de la vie de la Terre, du monde. L'air, l'eau, l'énergie du soleil, les semences, la connaissance, la santé, la paix... Encore aujourd'hui ils appartiennent, en principe, à la vie, à tous... en solidarité. Mais, il est évident que la culture propriétaire/appropriatrice privée propre à l'économie dominante, le capitalisme de marché, a radicalement modifié les conceptions et les visions de la vie et du monde. Dès lors, l'Autre Agenda est par nature "hérétique", elle appartient au monde de la résistance au système de domination et à la culture de l'inégalité.

Il est éthique, juste et incontestable d'affirmer que ni le droit de propriété privée, ni la soumission aux logiques du marché et de la finance spéculative et, encore moins, aux logiques de l'exploitation du travail ne peuvent devenir des principes inspireurs de

l'organisation et du gouvernement des biens communs essentiels et irremplaçables de la vie.

3. Principes fondateurs. Croyances

La sauvegarde de la vie de tous les habitants de la Terre, sa conservation, régénération et promotion constitue le principal impératif éthique, politique, économique et social de l'humanité, dans l'intérêt de toutes les espèces vivantes.

Il n'y a pas, d'un côté, les êtres humains et, de l'autre côté, la nature au service des humains. Les humains font partie intégrante de la nature et de son évolution. Par leurs spécificités, les humains sont responsables de leurs conditions de vie mais aussi de celles des autres espèces. Pour cette raison, il est indispensable d'éliminer les facteurs générateurs des divisions de classe et de reconnaître que nous sommes tous des habitants de la Terre et faisons partie d'une même communauté de vie globale de la Terre sans discrimination de genre, de couleur de la peau, de classe. La Terre est notre maison commune.

Les droits humains et les droits des autres organismes vivants (tels que les forêts, les fleuves, les lacs, les écosystèmes...), sont des droits "constitutionnels". La santé de tous les habitants de la Terre est un indicateur du bon état de vie de la communauté globale.

La vie, les éléments essentiels et irremplaçables pour la vie ne peuvent pas être l'objet de propriété privée.. Nous, les humains, nous appartenons à la vie. Elle ne nous appartient pas. Nous en sommes responsables dans l'intérêt de tous les habitants de la Terre, car "nous sommes ce que nous nous sommes faits ensemble" (selon le principe *Ubuntu* des sociétés centre-africaines). La primauté des droits humains et de la nature doit l'emporter sur la puissance d'une structure techno-financière autocratique et globale qui a imposé, ces dernières décennies, l'accès aux biens et services essentiels réglé par les marchés.

L'appauvrissement, les inégalités face aux droits, la guerre sont le résultat de systèmes

sociaux injustes, fondés sur les privilèges, les exclusions, les conceptions racistes, classistes, xénophobes.

4. Les objectifs prioritaires, mécanismes de coopération et de partage

Les biens (et les services) essentiels non remplaçables pour la vie (tels que l'eau, l'énergie solaire, l'air, les semences, la santé, le sol urbain, la connaissance...) sont des BCPM (Biens Communs Publics Mondiaux), sous la responsabilité directe des collectivités humaines et des institutions publiques gouvernées par des représentants élus des citoyens.

Le gouvernement de la vie, de l'échelle locale à l'échelle globale, doit être public, hors-marché, hors- finance privée, sous le contrôle et avec la participation directe des citoyens. L'autogestion décentralisée, diversifiée, partagée est possible. Il faut arrêter l'application du principe de l'accès équitable à prix abordable aux biens et services essentiels.

Appliqué de manière systématique aux Agendas de l'Onu – l'Agenda 2015 ("Les objectifs de développement du Millénaire") et l'Agenda 2030 ("les objectifs du développement durable") – ce principe n'a pas permis de modifier substantiellement la non-concrétisation des droits universels. Ne parlons pas des objectifs du développement durable stricto sensu. Ce principe est un échec éclatant, notamment en Afrique dont les indicateurs restent, hélas, pour la population du continent, bien au-dessous des objectifs affichés. Tout en étant conscients de la situation de l'Afrique, les dominants ne sont pas capables d'apporter des solutions sinon celles de soumettre encore davantage l'Afrique aux règles du marché et aux impératifs de la finance globale.

Libérer l'Afrique de cette soumission devient urgent et inévitable.

Il est aussi urgent et indispensable de démonétiser la nature, de libérer les BCPC de la Bourse, d'arrêter toute forme évidente ou larvée de privatisation des BCPM (telle la délégation au privé de la gestion de services publics ou le

PPP- Partenariat Public-Privé).

Il faut arrêter l'exploitation du travail et sa réduction à une marchandise. Le travail doit servir à garantir le droit à la vie de ceux et celles qui le réalisent en relation harmonieuse avec les autres espèces naturelles.

Il faut régénérer le politique et l'Etat - *res publica* - a) en revalorisant les parlements et la démocratie directe, aujourd'hui vidés de toute substance par un système qui a privatisé le pouvoir politique, b) en donnant corps à de nouvelles formes de démocratie représentative à l'échelle internationale et planétaire et c) en promouvant des institutions politiques mondiales dotées de grande autonomie dans le but de générer un pouvoir politique institutionnel public multiforme, la Communauté de l'Humanité.

Cet objectif peut être atteint à condition, entre autres, que l'on repense et redéfinisse le principe de la sécurité, en particulier, de la sécurité mondiale militaire commune. Au nom d'une "sécurité nationale" mystifiée, signifiant uniquement la sécurité des intérêts des groupes sociaux dominants au sein des États, la science et la technologie ont été expropriées de leur contribution à la sécurité de la communauté globale de vie de la Terre et assujetties à une militarisation économique au service des puissances coloniales mondiales, anciennes et nouvelles. Dans ce contexte, un exemple dramatique est représenté par ce dont les dominants ont fait de l'Afrique: un continent sans sécurité dans tous les sens du mot.

5. Propositions. Re-définition des champs prioritaires de l'action humaine dans le domaine de la connaissance et, plus en général, configuration des actions principales nécessaires pour réaliser l'Autre Agenda, l'Agenda des Habitants de la Terre

1. Redéfinition des champs prioritaires de la connaissance

L'Agenda des dominants est inspiré par une vision réductrice, déterministe et utilitaire de

la connaissance, résumée dans le sigle STS (Science-Technologie-Société):

- *Réductrice*, car la connaissance est restreinte à la science et à la technologie

- *Déterministe*, car on fait dépendre l'évolution des sociétés des temps modernes des "progrès" de la science et de l'innovation technologique. Le sigle STS établit que à l'origine il y a la Science, qui génère et alimente la Technologie, qui à son tour façonne et structure l'évolution, le changement de la Société.

- *Utilitaire*, car la finalité de la S&T étant celle d'augmenter la capacité d'action des êtres humains en termes de la valeur des biens et des services utilisés, toute connaissance scientifique et toute nouvelle capacité technologique doit être "rentable" par rapport à un tel objectif.

Ainsi, le monde Usa a introduit la catégorie des STS Studies, à travers le monde, depuis les années '70, dans le curriculum universitaire de l'éducation supérieure.

L'Autre Agenda, l'Agenda des Habitants de la Terre, invertit l'ordre des relations et parle de SST (Société-Science-Technologie). Il ne s'agit par d'un jeu de mots mais d'une vision autre, à savoir:

- *Holistique*, tout est dans tout, tout est relié, le tout est la vie, est la "société". Pensons à l'eau, à la santé. Le propre de la société est connaître et se connaître. La santé n'est pas seulement "les médicaments" et sa valeur n'est pas non plus le prix.

- *Intégrale*. La connaissance dépasse le linéaire. Très souvent, les principaux changements dans un domaine scientifique et/ou technologique viennent de ruptures imprévues et/ou intervenues dans d'autres domaines. En outre, les changements viennent par grappes, par des temps multiples et sous formes variables.

- *Responsable*. Connaître et se connaître font grandir le sens de la vie et du rôle de chaque être et espèce vivants. La prise de conscience de la responsabilité croît, s'élargit et s'intensifie par les connaissances. La conscience de l'écocitoyen planétaire ne naît pas dans les halls des plateformes informatiques de la finance spéculative à haute vitesse. D'ailleurs, elle

n'a pas germé dans celle des actionnaires des entreprises productrices du glyphosate ou des ultra racistes américains blancs à la Trump.

Cette vision de la connaissance n'est pas d'aujourd'hui. Déjà dans les années '60-80 elle s'est manifestée par des multiples mouvements d'opposition, de résistance et de propositions même au sein des institutions "du système". Référence ici est faite, en particulier, au projet European Inter-University Education on Society-Science and Technology (ESST). Né par l'initiative et le soutien du programme Forecasting and Assessment in Science and Technology (FAST) (1978-1994) de la Commission Européenne à Bruxelles, dirigé par le rédacteur de présent document. L'initiative ESST a été le résultat d'un "pacte" signé entre 16 recteurs d'université de la Communauté européenne. Son objectif a été, et reste, celui de promouvoir une vision holistique des interactions et des interdépendances entre les multiples composantes et dynamiques des sociétés à travers lesquelles se façonnent et se structurent les multiples facettes de la connaissance et les relations de pouvoir politique acquis par les outils et les systèmes technologiques. Le programme ESST est toujours à l'œuvre dans douze pays de l'UE. Il n'a pas échappé, hélas, en partie aux effets d'intoxication de la culture et du pouvoir des dominants. Voir <http://esst.eu/programme> on peut résumer ce qui précède dans le tableau suivant.

Tableau 2. Champs prioritaires de l'action humaine dans la connaissance (Cahc). Chemins de connaissance souhaités (Ccs)

Cahc	Ccs
A.	La vie Philosophie, Mémoire Les Arts Histoire/Anthropologie Sociologie Économie
B.	Sécurité Sciences de la vie

- Hydrographie, Nutrition
- Gestion des territoire
- Relations sociales
- Évaluation des risques, Résiliences
- C. Biens et services communes
- Appartenance, Communauté
- Responsabilité collective
- Droits universels et partage
- D. Les lieux de vie
- Règles du vivre ensemble
- Structures de pouvoir, Démocratie
- Violence, Guerre, Xénophobie
- Empathie, Paix
- Décolonisation du monde
- E. Imaginaires et devenir
- L'Humanité
- Communauté de vie de la Terre
- L'univers
- La valeur
- Utopies, Dystopies

Source: Petrella, 2022

2. Configuration des actions principales à réaliser

A la lumière de ce qui précède, il faut donner hic et nunc la priorité aux actions suivantes:

- *au niveau de la narration de la vie*, de l'éthique Multiplier et intensifier les rencontres, les happenings, les vidéos, les films, les spectacles, les articles..., dénonçant l'illégitimité éthique, le caractère criminel, des politiques en cours des dominants, notamment concernant la santé, l'eau, la dignité, la fraternité, la biodiversité. Cessons les pétitions et remplaçons-les par les dénonciations, les recours aux tribunaux, les appels en défense et pour le renforcement des institutions de démocratie, surtout directe. C'est le temps d'une forte campagne mondiale de "J'accuse".

- *dans le domaine de la connaissance et de l'éducation*:

1. abolition des brevets sur le vivant et sur l'intelligence artificielle. Les nouveaux "seigneurs de la vie" possèdent plus de 120.000 brevets! Sans cette abolition, la prédation de la

vie ne fera que s'intensifier et, par conséquent, la stratégie de la survie pour les plus forts imposera guerres, exclusions, murs... Aucun véritable "Autre Agenda" ne pourrait être mis en pratique

2. republicisation de l'Université aussi bien dans le domaine de l'enseignement que dans celui de la recherche et développement (R&D). Il faut libérer l'Université de la soumission aux intérêts des grandes entreprises privées multinationales

3. impulser le système éducatif, toutes formes et tous niveaux, à devenir le lieu de l'apprentissage partagé critique – la (re)connaissance – de l'éco-citoyenneté planétaire, dans le sillon d'expériences innovatrices promues, par exemple, entre autres, au Québec

- *Dans le domaine economico-industriel*

Vu la dégradation des conditions de vie et de travail il faut élargir les droits du monde du travail et lutter pour le contrôle de la part des travailleurs de leur travail et des produits de leur travail. Le moyen le plus efficace à cette fin est la régénération d'un nouveau rôle de l'intervention publique au plan non seulement national mais aussi continental et mondial. On songe en particulier au monde de la santé. Il faut remettre à l'ordre du jour des priorités la republicisation de l'ensemble des industries de la santé, notamment de l'industrie pharmaceutique.

La santé doit être réinventée en tant que bien et service public mondial. L'eau, la santé et la connaissance doivent devenir les trois premiers piliers de la "res publica mondiale"

- *Dans le domaine financier*:

1. arrêt de la finance criminelle légalisée: à savoir: mise hors la loi des paradis fiscaux; abandon des produits dérivés, véritables sangsues de l'économie réelle; gestion de l'évasion fiscale; financement d'activités illicites (drogue, commerce des armes...)

2. remplacement de la Banque Mondiale et du FMI par la création d'une Caisse mutuelle coopérative mondiale populaire visant à réorienter la finance vers l'objectif de la sécurité de vie de tous les membres de la communauté

globale de la Terre. A cette fin, des centaines d'associations de la société civile devrait lancer, en partant de nombreuses initiatives en cours, un mouvement citoyen en faveur d'une finance mondiale alternative par la convocation en 2025 d'une Convention des Habitants de la Terre pour un nouveau système financier mondial

- Dans le domaine politico-institutionnel création d'une Assemblée Mondiale des Citoyens pour la Sécurité des Biens Communs Publics Mondiaux (en commençant par l'eau, les semences, la santé et la connaissance).

Appendice

Illustration graphique de la configuration de l'espace de gravitation des tensions structurelles au sein des sociétés actuelles d'après l'agenda des dominants

Plusieurs critères peuvent être adoptés pour décrire et comparer le "modèle de société" commun à un groupe de sociétés.

Nous proposons d'utiliser la méthode de la configuration de l'espace de gravitation entre les tensions le long de quatre axes principaux de relations au sein de nos sociétés. Bien entendu, nos axes ne sont pas les seuls possibles. Nous pensons, toutefois, qu'ils couvrent une série importante de relations (tensions) pour permettre d'établir une typologie significative. Notre objet d'analyse étant l'alternative à l'agenda des dominants, dont le système de pouvoir est fondé sur la propriété et le contrôle de la connaissance, nous proposons le choix des quatre axes principaux suivants:

1. l'axe des tensions entre public/privé. Exemples: le système de la recherche, le système de l'innovation, le régime de la propriété intellectuelle, le rôle de l'université...
2. l'axe des tensions entre local/mondial. Exemples: la tendance est-elle favorable à une vision et à une politique d'insertion/conquête du système de connaissance national/local dans le marché mondial des connaissances, ou la priorité est-elle donnée à une politique de satisfaction

des besoins des sociétés/populations locales?

3. l'axe des tensions démocratie/oligarchie. Exemple: les groupes dominants au niveau de l'Union européenne ont affirmé et appliqué le principe que les acteurs majeurs de la politique de la R&D et de la politique de gestion et de préservation des ressources hydriques européennes doivent être les *stakeholders*, à savoir "les porteurs d'intérêt": les entreprises agricoles, les propriétaires des sols, l'industrie agro-alimentaire, l'industrie chimique, les secteurs grands consommateurs d'eau (tels les industries de boissons sucrées...), l'informatique, le secteur du BTP... Bref, les grands acteurs, largement privatisés, multi-territoriaux, multinationaux, *multi-utilities*, fortement immergés dans les mécanismes de marché et de la finance rentable.

4. l'axe des tensions entre coopération/compétition. Dans la très grande majorité des cas, l'évangile de la compétition, et l'impératif de la compétitivité dominant de manière quasi absolue dans le domaine scientifico-technologique, et le domaine de l'éducation/formation...

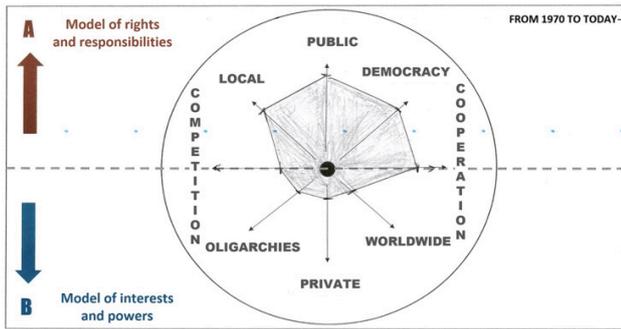
On peut raisonnablement définir comme Modèle A, système des droits et de la responsabilité celui d'une société où

- la connaissance est considérée un bien commun, social, public, (et non pas une marchandise)
- sous la responsabilité et la propriété/contrôle d'institutions publiques (étatiques et non étatiques) exerçant leurs compétences et leurs pouvoirs, hors brevets, du niveau local au niveau mondial, par; des formes avancées et efficaces de démocratie représentative et directe
- et où la politique de la connaissance et de la technologie est guidée par la sauvegarde des droits universels de et à la vie, des biens communs publics mondiaux, de la justice, de la fraternité, de la paix . Voir graphique Modèle A.

THE AGENDA OF THE INHABITANTS OF THE EARTH VS THE AGENDA OF THE DOMINANT

THE GRAVITATION SPACE ACCORDING TO THE FOUR TENSION AXES

GENERAL AGENDA



Source: Petrella 2022

A l'inverse, on peut raisonnablement définir comme Modèle B, système des intérêts et des pouvoirs celui d'une société où

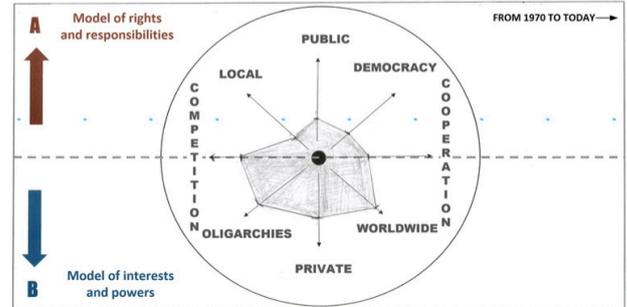
- la connaissance est considérée une marchandise, un bien économique stratégiquement important pour la croissance du PIB du pays, un bien appropriable à titre privé
- sous la responsabilité des mécanismes de marché et de la finance spéculative, de la propriété de grands groupes économiques et financiers privés, voire publics, multinationaux (voir le système des brevets privés sur la propriété intellectuelle)
- considérant la connaissance un instrument puissant pour leur compétitivité sur les marchés mondiaux, pour leur rentabilité et pour leur croissance en tant qu'entreprises mondiales avec les soutiens des pouvoirs publics nationaux au nom mystificateur de la sécurité et des intérêts "nationaux". Voir graphique Modèle B.

Le troisième graphique illustre la configuration de l'espace de gravitation concernant la connaissance selon le Modèle B dans les sociétés actuelles guidées par l'agenda des dominants. Une configuration à renverser.

THE AGENDA OF THE INHABITANTS OF THE EARTH VS THE AGENDA OF THE DOMINANTS

THE GRAVITATION SPACE ACCORDING TO THE FOUR TENSION AXES

DOMAIN OF KNOWLEDGE



Source: Petrella 2022

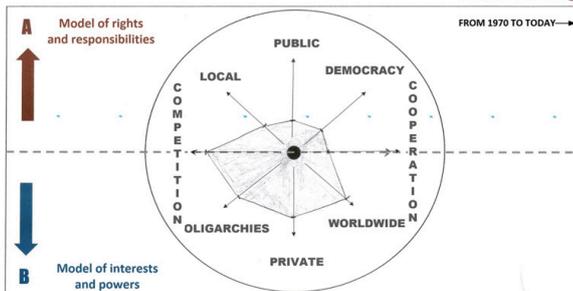
L'Autre Agenda. Le Comité International (au 10 avril 2022)

1. Alassane Ba (France/Sénégal), Association des Pharmacistes
2. Leonardo Boff (Brésil), Théologien
3. Valérie Cabanes (France), Droit international de la nature
4. João Caraça (Portugal), Sciences, Fondation Gulbenkian
5. Armando De Negri (Brésil), Médecin, Org. Latino-Amer. Santé
6. Boaventura de Sousa Santos (Portugal), Sociologue, Univ. Lisboa
7. Marga Ferrè (Espagne), Coprésidente de transform! europe
8. Paolo Ferrero (I) VP Parti de la Gauche Européenne, Ancien ministre
9. Lilia Ghanem (Liban), Rédactrice en chef, The Ecologist (en arabe)
10. Serge Gutwirth (Belgique), Philosophe, Université libre (Bruxelles)
11. Cornelia Hildebrand (Allemagne), coprésidente de transform! europe
12. Roberto Mancini (Italie), Philosophe, Univ. Macerata
13. Roberto Morea (Italie), transform! europe

THE AGENDA OF THE INHABITANTS OF THE EARTH VS THE AGENDA OF THE DOMINANTS

THE GRAVITATION SPACE ACCORDING TO THE FOUR TENSION AXES

GENERAL AGENDA (B)



Source: Petrella 2022

14. *Roberto Musacchio (Italie), Transform! Italie*

15. *Riccardo Petrella (Belgique), économiste*

politique, Univ. Louvain

16. *Roberto Savio (Italie), Journaliste, Fondateur d'IPS, Other News*

Un autre agenda (mondial) : la vie libre ou un autre paradigme civilisationnel ?

Leonardo Boff

J'irai droit au but : dans le cadre du paradigme civilisateur actuel, celui de la modernité, un autre Agenda est-il possible, ou avons-nous atteint ses limites insurmontables et devons-nous chercher un autre paradigme civilisateur si nous voulons continuer à vivre sur cette planète ?

Inspiré par trois déclarations de grande autorité

La première est tirée de la Charte de la Terre, adoptée par l'Unesco en 2003. Sa phrase d'ouverture prend des connotations apocalyptiques : « Nous nous trouvons à un moment critique de l'histoire de la Terre, à un moment où l'humanité doit choisir son avenir... Notre choix est le suivant : soit former une alliance mondiale pour prendre soin de la Terre et des autres, soit risquer notre propre destruction et celle de la diversité de la vie » (Préambule).

La deuxième déclaration sévère vient du Pape François dans l'encyclique *Fratelli tutti* (2020) : « nous sommes dans le même bateau, personne ne se sauvera seul, soit nous nous sauvons nous-mêmes, soit personne ne sera sauvé » (n. 32).

La troisième déclaration provient du grand historien Eric Hobsbawm dans son ouvrage bien connu *L'Âge des extrêmes* (1994), dans sa dernière phrase : « Nous ne savons pas où nous allons. Cependant, une chose est sûre. Si l'humanité veut avoir un avenir acceptable, elle ne peut pas le faire en prolongeant le passé ou le présent. Si nous essayons de construire

le troisième millénaire sur cette base, nous échouons. Et le prix de l'échec, c'est-à-dire l'alternative au changement de société, c'est l'obscurité » (p. 562).

En d'autres termes, notre façon d'habiter la Terre, qui nous a apporté des avantages indéniables, a atteint son épuisement. Tous les feux sont rouges. Nous avons construit le principe de l'autodestruction, en étant capables d'exterminer toute vie avec des armes chimiques, biologiques et nucléaires de multiples façons différentes. La technoscience qui nous a amenés aux limites extrêmes de la supportabilité de la planète Terre (*The Earth Overshoot*) n'est pas en mesure, à elle seule, comme l'a montré Covid-19, de nous sauver. Nous pouvons limer les dents du loup, pensant lui enlever sa voracité. Mais cela ne réside pas dans les dents, mais dans sa nature.

Par conséquent, nous devons abandonner notre bateau et aller au-delà d'un nouvel agenda mondial. Nous avons atteint la fin de la route. Il faut en ouvrir une autre. Autrement, comme l'a dit Sigmund Bauman dans sa dernière interview avant sa mort, « nous nous joindrons à la procession de ceux qui se dirigent vers leur propre tombe ». Nous sommes obligés, si nous voulons vivre, de nous recréer et de réinventer un nouveau paradigme de civilisation.

Deux paradigmes : celui de *dominus* et celui de *frater*

Je vois en ce moment la confrontation entre

deux paradigmes, bien exposés par l'encyclique *Fratelli tutti* : le paradigme *dominus* et le paradigme *frater*. En d'autres termes : le paradigme de la conquête, l'expression de la volonté de pouvoir comme domination, formulée par les pères fondateurs de la modernité avec Descartes, Newton, Francis Bacon, la domination de tout, des peuples, comme dans les Amériques, l'Afrique et l'Asie, la domination des classes, de la nature, de la vie, et la domination de la matière jusqu'à sa dernière expression énergétique par le Boson de Higgs.

L'être humain (*maître et possesseur* de Descartes) ne se sent pas partie de la nature, mais son seigneur et maître (*dominus*) qui, selon les mots de Francis Bacon, « doit torturer la nature comme le tortionnaire fait sa victime jusqu'à ce qu'elle renonce à tous ses secrets ». Il est le fondateur de la méthode scientifique moderne, prédominante jusqu'à aujourd'hui.

Ce paradigme comprend la Terre comme une simple *res extensa* et sans but, transformée en un coffre de ressources, considérées comme infinies qui permettent une croissance/développement infini. Cependant, aujourd'hui, nous savons scientifiquement qu'une planète finie ne peut pas soutenir un projet infini, qui est la grande crise du système capitaliste en tant que mode de production et du néolibéralisme en tant qu'expression politique.

L'autre paradigme est celui du *frater* : le frère et la sœur de tous les êtres humains entre eux et les frères et sœurs de tous les autres êtres de la nature. Tous les êtres vivants ont, comme Dawson et Crick l'ont montré dans les années 1950, les mêmes 20 acides aminés et les 4 bases azotées, provenant de la cellule la plus originale qui est apparue il y a 3,8 milliards d'années, passant par les dinosaures et arrivant chez nous les humains. C'est pourquoi la Charte de la Terre dit, et le Pape François le souligne fortement dans ses deux encycliques écologiques, *Laudato Si'* sur le soin de la maison commune (2015) et *Fratelli tutti* (2020) : un lien de fraternité nous unit tous, « au frère Soleil, sœur Lune, frère

fleuve et Mère Terre » (LS n.92 ; CT préambule). Les êtres humains se sentent partie de la nature et ont la même origine que tous les autres êtres, « humus » (la terre fertile) dont dérive l'homo, en tant que mâle et femelle, homme et femme. Si le premier paradigme est celui de la conquête et de la domination (les paradigmes Alexandre le Grand et Hernan Cortes), le second montre le soin et la coresponsabilité de tous pour tous (les paradigmes François d'Assise et Mère Thérèse de Calcutta).

Au sens figuré, on peut dire : le paradigme du *dominus* est le poing fermé qui soumet et domine. Le paradigme du *frater* est la main tendue qui s'entrelace avec d'autres mains pour la caresse essentielle et le soin de toutes choses. Le paradigme *dominus* est dominant et est à l'origine de nos nombreuses crises et dans tous les domaines. Le paradigme du *frater* est naissant et représente le plus grand désir de l'humanité, en particulier de ces grandes majorités impitoyablement dominées, marginalisées et condamnées à mourir avant leur temps.

Mais il a la force d'une graine. Comme dans toute graine, elle contient les racines, le tronc, les branches, les feuilles, les fleurs et les fruits. C'est pourquoi l'espoir la traverse, comme un principe plus que des vertus, comme cette énergie indomptable qui projette toujours de nouveaux rêves, de nouvelles utopies et de nouveaux mondes, c'est-à-dire qui nous fait marcher vers de nouvelles manières d'habiter la Terre, de produire, de distribuer les fruits de la nature et du travail, de consommer et d'organiser des relations fraternelles et sororales entre les hommes et avec les autres êtres de la nature.

Le passage d'un paradigme *dominus* à un paradigme *frater*

Je sais que le problème épineux de la transition d'un paradigme à l'autre se pose ici. Cela se fera de manière progressive, avec un pied dans

l'ancien paradigme du dominus/conquête parce que nous devons garantir notre subsistance et l'autre pied dans le nouveau paradigme du frater/soin afin de l'inaugurer par le bas. Plusieurs hypothèses devraient être discutées ici, mais ce n'est pas le moment de le faire. Mais nous pouvons avancer sur un point : en travaillant le territoire, le biorégionalisme, le nouveau paradigme fraternel/de soins peut être mis en œuvre au niveau régional de manière durable, car il a la capacité d'inclure tout le monde et de créer plus d'égalité sociale et d'équilibre environnemental.

Notre grand défi est le suivant : comment passer d'une société capitaliste de surproduction de biens matériels à une société qui soutient toute la vie, avec des valeurs humaines-spirituelles et intangibles telles que l'amour, la solidarité, la compassion, la juste mesure, le respect et l'attention, en particulier pour les plus vulnérables.

L'avènement d'une biocivilisation

Cette nouvelle civilisation a un nom : c'est une biocivilisation, dans laquelle la vie dans toute sa diversité, mais surtout la vie humaine personnelle et collective, prend le devant de

la scène. L'économie, la politique et la culture sont au service du maintien et de l'expansion des virtualités présentes dans toutes les formes de vie.

L'avenir de la vie sur Terre et le destin de notre civilisation sont entre nos mains. Nous avons peu de temps pour effectuer les transformations nécessaires parce que nous sommes déjà entrés dans la nouvelle phase de la Terre, son réchauffement croissant. Les chefs d'État ne sont pas suffisamment conscients des urgences écologiques et encore moins l'humanité tout entière.

Leonardo Boff, parmi les fondateurs de la Théologie de la Libération, est philosophe et éco-théologien et a écrit de nombreux livres et essais. Parmi ses derniers ouvrages publiés, citons El doloroso parto de la Madre Tierra: una sociedad de fraternidad sin fronteras y de amistad social (La naissance douloureuse de la Terre Mère : une société de fraternité sans frontières et d'amitié sociale), Vozes 2020 ; Abitare la Terra : quale via per la fraternità universale, Castelvecchi, Roma 2021.

Cinq étapes de la métamorphose du système mondial moderne

João Caraça

« Le monde dans lequel nous vivons, le système-monde moderne, a vu le jour au XVI^e siècle. Ce système mondial n'était alors situé que dans une partie du globe, principalement dans certaines parties de l'Europe et des Amériques. Il s'est étendue au fil du temps pour couvrir le monde entier ». Les États modernes sont des États souverains. La souveraineté est un concept qui a été inventé dans le système-monde moderne (Wallerstein, 2004).

Ce système connaît actuellement une profonde crise cognitive, institutionnelle et structurelle. L'hégémonie politique est remise en question, les inégalités sociales s'aggravent, l'ignorance et la superstition croissantes entraînent des perturbations et une incrédulité. Les piliers de la modernité tremblent. Nous semblons subir une métamorphose en cinq dimensions enchevêtrées. Cinq étapes seulement vers une bifurcation de ce système mondial complexe qui était autrefois moderne.

La dimension cognitive de la crise

Une culture de tendance critique et de base expérimentale émerge progressivement en Europe à partir du XV^e siècle, validée par un flot de nouvelles découvertes – de nouvelles mers, de nouveaux territoires, de nouveaux peuples, de nouveaux ciels et de nouvelles étoiles. L'ancien ordre du monde a été discrédité alors qu'une nouvelle vision du monde prenait forme. Cette vision du monde, de caractère « géométrique », consistait à rechercher des symétries dans la nature qui conduiraient à la

formulation de lois pour le monde naturel. Ces lois sont permanentes, éternelles et absolues, décrivant le mouvement des corps naturels dans l'univers depuis des temps immémoriaux s'étendant à l'infini. Ils sont formulés en langage mathématique. Les villes ont été le phare de cet esprit de modernité (Caraça, 1999). Les nouvelles sciences naturelles ont transformé les domaines et l'organisation du savoir. Et la connaissance est devenue un instrument d'émancipation, de progrès humain !

Cependant, de nombreux changements se sont produits au cours de la modernité. Les domaines et les disciplines de la connaissance ont également évolué, certains disparus, de nombreux nouveaux ont surgi. Le changement et l'adaptation sont les deux faces d'une même pièce. Aujourd'hui, le mot « connaissance » a été redéfini pour désigner un ensemble restreint de domaines qui sont essentiels au succès des nouveaux services et produits de l'économie du savoir contemporaine – à savoir, la technologie (une science naturelle qui n'est plus dirigée par la curiosité mais par la technologie), le marketing, le droit des sociétés, le design, les logiciels, l'intelligence artificielle, la formation et le développement. La « connaissance » a supplanté la « science » dans tous les documents de politique générale rédigés après 1990. Mais la science était le principal support de la vision du monde de la modernité, de son immense élan, de la croyance en un avenir meilleur pour l'humanité.

Premièrement. Cette nouvelle version du mot « connaissance » est une atrophie du concept de connaissance, tel qu'il était compris depuis les temps classiques ; elle est une conséquence de

la primauté des marchés dans nos économies, une justification des transactions frénétiques à court terme, un véhicule pour la propriété privée des données concernant tous les êtres vivants, une base pour rémunérer le risque plutôt que le travail. Même l'avenir a été privatisé ! La lumière au bout du tunnel s'éteint.

La dimension institutionnelle de la crise

Au cours des deux derniers siècles, nous avons joui de la règle de l'universel. Nous avons des droits permanents, sacrés et éternels, juste parce que nous étions nés. Ces droits ont été introduits pour protéger les citoyens du pouvoir de l'État, afin de permettre le libre exercice de la citoyenneté. Bien sûr, le processus d'exercice de ses droits n'a pas été facile, ni linéaire. Le progrès social et le bien-être ont été le point culminant d'un long combat, un moment de repos dans un conflit sans fin. Mais aujourd'hui, il n'y a pas de droits acquis, juste des contrats contestés où les droits sont négociés et renégociés continuellement. Les citoyens doivent conquérir leur place par la concurrence. Ils deviennent dispensables s'ils ne sont plus recyclables (grâce à l'apprentissage tout au long de la vie).

Deuxièmement. L'érosion du principe de souveraineté des droits de l'homme, obtenue grâce à un système d'accès aux biens et services essentiels réglementé par les marchés fondé sur la technologie, est le principal mécanisme permettant de créer l'inégalité qui frappe actuellement le monde et de le transformer en une jungle informatisée.

Troisièmement. La démocratie signifie l'expression politique des valeurs correspondantes à la volonté du peuple. Cela implique l'état de droit associé à un processus de vérification du respect des dispositions. Tous les citoyens sont égaux devant la loi et doivent jouir de la liberté de parole, de pensée et d'association. La démocratie représentative, l'ordre politique des républiques libérales,

repose sur le principe de ce paradigme de la libre expression de la citoyenneté. Cependant, nos démocraties représentatives ont été envahies par un système puissant, fondé sur la finance mondiale, qui permet la privatisation partielle du pouvoir politique. Le résultat est l'affaiblissement du pouvoir de l'État par l'impulsion des intérêts privés. Comment nos droits peuvent-ils être garantis ?

La dimension structurelle de la crise

Les racines profondes de la crise que nous traversons découlent de l'affaiblissement de la modernité. Les succès du capitalisme s'accompagnent d'un processus de séparation progressive des composantes fondamentales de la vie sociale. Le phénomène de la vision a été séparé de la lumière grâce à l'utilisation d'instruments optiques. Machiavel a sanctionné la séparation entre la politique et l'éthique. La culture a été séparée de l'économie – elle est devenue un ornement embellissant la société. L'introduction massive de machines a entraîné l'exclusion des êtres humains des ressources qui soutiennent leur survie et leur autonomie. Consommer immédiatement est la seule certitude autorisée. La propagande marketing nous oblige à prendre des décisions instantanées. Les fake news nous terrifient au sujet de l'avenir. La réalisation finale de la modernité a été la séparation de la finance de l'économie, dans la tentative vaine d'être en mesure de contrôler pleinement l'accumulation de richesse. C'est pourquoi nous semblons descendre en spirale en même temps que nos aspirations perçues.

Quatrièmement. « La société, c'est la communication » (Castells, 2009). L'introduction et l'expansion récentes de moyens de communication puissants, soutenus par des infrastructures de haute technologie sophistiquées et des machines (intelligentes), principalement privées, ont permis l'émergence, et un rythme accéléré, de plates-formes

mondiales dotées d'une immense puissance extractive.

Cinquièmement. Ce n'est que par l'éducation et la culture qu'il sera possible de transformer les êtres humains en citoyens responsables et autonomes, pleinement conscients de leurs droits et de leurs devoirs. Cela a été le fondement intellectuel de la modernité. La dérive actuelle de l'éducation vers un simple système de formation des ressources humaines, visant à renforcer la capacité d'accumulation des actifs financiers par des plateformes mondiales, est comme une chute dans l'abîme sans sauvetage disponible.

Nous luttons dans une bifurcation évolutionnaire. Comme le monde médiéval, notre société refuse de scruter l'avenir. Mais un nouvel ordre s'imposera, quelle que soit la voie à suivre.

Alors, réveillons-nous. Parce que, comme toujours, « il y aura du temps (...) avant de

prendre un toast et du thé ».

Références

Caraça, J., *Science et communication*, Puf, Paris 1999

Castells, M., *Communication power*, Oxford University Press 2009

Wallerstein, I., *World-systems analysis*, Duke University Press 2004

João Caraça a obtenu son D. Phil en physique nucléaire à Oxford. Professeur de science et de politique d'innovation à la Lisbon School of Economics (ISEG/UL), il est Senior Adviser de la Fondation Calouste Gulbenkian à Lisbonne.

Un autre agenda pour l'espoir dans un monde dystopique

Marga Ferré

Mark Fisher a défini le réalisme capitaliste comme “l'idée répandue que le capitalisme est non seulement le seul système économique viable, mais qu'il est même impossible d'imaginer une alternative”. Avant la pandémie, nous n'entendions que trop souvent cette idée, montrant que le Tina (There Is No Alternative) de Margaret Thatcher ou la fin de l'histoire avait un revers sombre : la fin, à son tour, de l'utopie, de la capacité à imaginer des mondes meilleurs. C'est ce que l'historien italien Enzo Traverso appelle le “présentisme continu”, à savoir que le capitalisme est incapable de proposer des futurs qui ne soient pas dystopiques ou apocalyptiques. Pour le réalisme capitaliste, l'avenir est une résignation perpétuelle pour la majorité car, selon le récit de la classe dominante, tout se résume au fait que le monde ne peut être organisé autrement.

Face à cette offensive immobiliste qui justifie la domination et l'exploitation des humains et de la nature, il existe une tendance académique et politique dans différents domaines qui conteste cet ordre, ce mandat, l'interdiction tacite d'imaginer d'autres formes d'organisation humaine que le capitalisme, en renouant et en ravivant la rébellion qui a amené nombre d'entre nous aux Forums sociaux mondiaux sous le slogan défiant “Un autre monde est possible”. C'est l'idée qui sous-tend l'initiative “Autre Agenda”, qui nous invite à dialoguer et à réfléchir à des futurs meilleurs pour la majorité de l'humanité et de la planète, et ce à partir de la nouveauté radicale de sa proposition qui vise à répondre (et répond) aux défis du XXI^e siècle. Aujourd'hui, trois catastrophes humaines et

planétaires démontrent la nécessité de cet Autre Agenda, pour déborder les digues de la pensée unique qui appelle essentiellement à la résignation comme attitude vitale contre laquelle nous nous rebellons : la pandémie, le changement climatique et la/les guerre(s) ou, pour le dire autrement et dans le langage si bien utilisé dans l'appel de l'Autre Agenda : donner la priorité à la prise en charge de nous-mêmes en tant qu'espèce, à l'urgence de prendre soin de notre planète et à la coexistence pacifique qui définissent notre avenir. Et ces trois défis sont inévitables.

Dystopie capitaliste

Face à l'éveil de notre conscience, qui nous pousse, en tant qu'espèce, à agir ensemble, et aux données irréfutables montrant que le changement climatique menace la vie, les *Think Tanks* du capitalisme contemporain ont réagi par deux propositions qui résument leur manière catastrophique de continuer à diriger le monde : la thèse du capitalisme vert et celle du capitalisme numérique, c'est-à-dire une technologie salvatrice qui fera en sorte que le futur continue d'être l'éternel présent (dans lequel rien ne change essentiellement), sauf que la technologie fera en sorte que nous ne modifions pas le climat. C'est leur souhait, qui, parce qu'il est fallacieux et irréaliste, nous conduit inévitablement à une dystopie dans laquelle seuls les plus riches de la planète pourront vivre dans des conditions dignes ou

s'échapper sur une autre planète, dans sa version la plus délirante, car au fond, ne l'oublions pas, l'utopie capitaliste est de fuir. Le capitalisme est un mouvement « anti-anthropocentrique », qui fuit constamment notre condition humaine et notre responsabilité envers nous-mêmes et envers la planète sur laquelle nous vivons.

Ceux d'entre nous qui ne vont pas aller sur une autre planète, ceux d'entre nous qui veulent rester sur celle-ci, doivent promouvoir un Autre Agenda et c'est la grande contribution de la proposition de l'Autre Agenda, que j'ose résumer dans les points suivants qui définissent les formes d'exploitation du capitalisme contemporain et, en même temps, y apportent une réponse.

La lutte pour le partage des connaissances et du savoir-faire

Une analyse concrète de la réalité nous amène invariablement à faire face à deux changements substantiels qui définissent les sociétés contemporaines : le premier est la prise de conscience que le pouvoir n'est plus entre les mains des politiques ou des pouvoirs publics, mais entre celles d'entités non étatiques telles que les multinationales, les sociétés mondiales, les fonds d'investissement et les oligarchies planétaires. Le pouvoir réel n'est ni dans les États ni dans la sphère civile. La deuxième nouveauté est que la domination ne s'exerce pas seulement par le contrôle et l'exploitation des ressources et des personnes, mais aussi par l'appropriation des connaissances, et c'est là que je trouve la grande contribution de l'Autre Agenda.

La technologie comme instrument de domination, la technologisation de la vie, la numérisation dans un marché de guerre économique permanente dans lequel seuls les plus forts survivront. C'est la réduction de la connaissance à la technologie appliquée

à leurs intérêts qui définit le 21ème siècle, concentrant le pouvoir réel dans trois grands domaines : les *infotechs*, dans le contrôle des données ; les sociétés de *biotechnologie*, les Big Pharma et les *fnitechs* dans le secteur financier et les fonds d'investissement. Ces trois secteurs, en réduisant la connaissance à la technologie, utilisent la connaissance humaine à leur avantage par le biais des brevets et de l'appropriation des données.

C'est à partir de cette dénonciation qu'un Autre Agenda lance sa proposition, qui part du concept de base de ne pas accepter l'inégalité comme un fait naturel et propose donc de comprendre les luttes contre l'exploitation et la justice sociale comme une condition nécessaire.

Les fondements d'un Autre Agenda

La vie et les éléments qui la rendent possible ne peuvent être une propriété privée. De ce principe éthique découle la proposition de rendre les biens communs nécessairement publics (services, eau, énergie, semences, santé, sol, connaissance...) et donc ils doivent être sous la responsabilité directe des citoyens à travers de nouvelles institutions démocratiques. Il est temps, et c'est la proposition, de revaloriser et de repenser la démocratie directe et réelle du niveau local au niveau international.

Réapproprions-nous nos connaissances par une éducation critique et publique et par l'élimination des brevets qui corsètent le savoir humain et le privatisent. L'irrationalité avec laquelle le débat sur l'universalité des vaccins a été refusé montre à quel point les brevets et la privatisation de la connaissance sont nuisibles. Je soutiens et j'approuve l'appel à ce que l'eau, la santé et la connaissance soient les trois piliers sur lesquels construire le nouveau système de santé publique, dans lequel l'être humain et l'environnement sont au centre de toutes les politiques.

Articles

À cette fin, l'Agenda alternatif propose de s'attaquer au centre de gravité du capitalisme actuel et de commencer par réduire la légalité avec laquelle les crimes financiers sont commis. Je vous suggère de prêter attention à la proposition de convoquer un Fonds de coopération mutuelle des peuples du monde pour réorienter le système financier dans la direction opposée à celle qui prévaut actuellement.

Un Autre Agenda nous appelle, nous convoque et propose une Convention des Habitants de la Terre d'ici 2025 pour discuter de la construction d'un système mondial de biens communs qui, en commençant par l'eau, les semences, la santé et la connaissance, jette les bases d'un avenir

plein d'espoir.

L'immensité de la tâche ne la rend pas impossible, mais épique, une tâche historique qui contribuera à définir notre vie et celle de notre planète au XXI^e siècle. Des débats essentiels et une ambition nécessaire.

Marga Ferré, Madrid, est présidente de la Fundación Europa de los Ciudadanos (Fec, Espagne) et coprésidente de transform! europe

Quatre tâches fondamentales des fondations politiques européennes en temps de guerre et de crise

Cornelia Hildebrandt

La guerre du régime Poutine est une invasion du droit international. Cette guerre coûtera de nombreuses vies, apportera beaucoup de difficultés, de souffrances et de destruction, cette guerre ne peut être justifiée par rien. Cette guerre changera définitivement l'Europe. Elle aura un impact sur l'évolution politique mondiale.

Que faut-il faire face à cette guerre du point de vue des fondations politiques ?

Tout d'abord, il convient de souligner que les fondations politiques européennes sont des acteurs politiques dans un espace entre la science, la politique et la société civile. Ce sont des réseauteurs, des acteurs de l'éducation politique et des groupes de réflexion. On peut en déduire les devoirs suivants des fondations politiques.

1. Le premier devoir des fondations européennes des forces progressistes et de gauche est d'utiliser tous les moyens pour arrêter cette guerre. En temps de guerre notamment, les fondations politiques en Europe doivent utiliser leurs possibilités en tant que partenaires de dialogue de diverses manières.

Il s'agit notamment d'intensifier le dialogue avec les partenaires des pays de la Cee et encore plus avec ceux des pays d'Europe orientale où il existe une gauche large mais surtout fragmentée. Pour la gauche radicale, le défi pour un tel dialogue est que non seulement la gauche radicale en Europe de l'Est est plurielle,

diverse, divisée, fragmentée. Elle est façonnée de manière décisive par les différentes conceptions de son histoire passée et présente, par la situation dans ses pays, par la taille et la situation géographique du pays, par le paysage politique, la culture et l'équilibre des pouvoirs, par la constitution sociale et économique du pays. Il en résulte une base commune solide pour une alternative au capitalisme et, en même temps, des points de vue différents sur de nombreuses questions.

Aujourd'hui, il s'agit concrètement, d'une part, de la condamnation commune de l'invasion de l'Ukraine et, d'autre part, de divergences de vues sur l'Otan. Alors que pour les gauchistes, pas seulement dans les pays baltes, l'Otan est actuellement la seule puissance protectrice existante, pour la majorité des gauchistes, elle est - encore aujourd'hui - un instrument militaire avec lequel les États-Unis maintiennent leur domination mondiale.

Néanmoins, il a été possible de formuler un manifeste conjoint sur la guerre en Ukraine au nom du bureau exécutif de Transform. Ses revendications centrales sont partagées par tous les membres du conseil. Ces exigences comprennent l'arrêt immédiat de l'assaut militaire russe contre l'Ukraine, le retour à la diplomatie, la médiation de l'Osce et de l'Onu pour mettre fin à toute action militaire, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre d'un nouvel accord de paix. L'UE devrait prendre l'initiative d'une conférence paneuropéenne globale sur la paix et la sécurité collective et reprendre les

négociations sur le désarmement multilatéral et global, y compris les armes nucléaires et les armes à portée intermédiaire. Ces demandes sont également soutenues par les organisations membres de Transform. La position sur l'Otan n'a pas été appuyée par toutes les organisations membres.

Exprimer ces différences comme étant légitimes, les discuter et créer un espace pour cela est la base nécessaire pour travailler ensemble sur un ordre de paix européen alternatif dans une perspective de gauche.

C'est pour cette raison même qu'un dialogue intensifié avec les représentants de la gauche de l'espace post-soviétique est également important, en particulier de l'Ukraine et de la Russie. Il est vrai que Transform a réussi par le passé à impliquer des intellectuels importants et des organisations de gauche dans des discours communs. Toutefois, nous n'avons pas réussi suffisamment à mettre en place des *espaces communs* de dialogue continu sur les questions les plus importantes du moment.

C'est important parce que les fondations politiques européennes ont des capacités particulières de dialogue. Les fondations politiques - contrairement à leurs partis - peuvent travailler sur des lignes de développement à long terme. Ce sont des institutions qui ont accès à la science et à l'éducation et qui développent leurs projets au-delà des activités politiques quotidiennes des parties. Ils sont partisans, mais pas de parti. Ils sont proches d'une famille entière du parti et de son parti européen. Ils ont donc le devoir d'équilibrer leurs positions dans le sens d'une famille de parti européen.

Une particularité de Transform ! L'Europe par rapport aux autres fondations politiques européennes est que sa fondation en tant que réseau européen d'organisations éducatives a eu lieu dans le contexte du mouvement du Forum Social Mondial, critique de la mondialisation. Ainsi, Transform n'est pas seulement proche du Parti de la Gauche Européenne, mais aussi, depuis le début, des mouvements sociaux, qui cultivent leurs propres approches des experts de la science et de la politique.

2. *Les fondations politiques, en tant qu'institutions intermédiaires, ont une plus grande capacité de travail interdisciplinaire.*

L'indépendance relative permet aux fondations politiques d'être structurellement proches du monde universitaire, qui est relativement indépendant de la politique d'une autre manière. L'indépendance de la science, de la recherche et de l'enseignement par rapport à l'État et à l'économie doit être garantie par la politique. La science a besoin de cette indépendance, elle l'exige pour faire avancer même les recherches dans l'intérêt de la société qui sont demandées et nécessaires par la société et qui ne garantissent pas de profit économique. La politique doit donc sauvegarder la recherche qui est pertinente pour la société, qui tient également compte de la complexité des développements actuels et qui aborde les problèmes aigus des sociétés et qui, en fin de compte, permet une transformation socio-écologique. En ce sens, la gauche doit poursuivre la politique scientifique plus vigoureusement qu'auparavant.

La pandémie de coronavirus - la première pandémie mondiale du XXI^e siècle - n'est pas devenue un défi pour les sciences médicales dans la mise au point de vaccins et de médicaments. Les disciplines mathématiques ont également été appelées à calculer le cours de la pandémie et les besoins sociétaux qui en découlent. Des questions ont été soulevées sur les causes et les possibilités de confinement et de prévention future des pandémies. En outre, avec la durée de la pandémie est venue la question du stress physique et psychologique, la poursuite du développement des méthodes de travail numériques, et le développement de plans d'urgence en cas de défaillance des infrastructures critiques. La courte période d'urgence pandémique a donné lieu à des approches interdisciplinaires, à de nouvelles formes de coopération, mais aussi à la concurrence pour la bataille ultérieure pour la part de marché dans la production des vaccins et leur distribution.

Ainsi, le nouveau rôle de la science et la relation entre la science et la politique au XXI^e siècle ont été discutés – co-organisés de manière décisive par Riccardo Petrella et avec le soutien de Transform – en utilisant également l'exemple du développement des vaccins, du financement public de la recherche, de la question des brevets, de la question de l'accès aux vaccins et de leur distribution mondiale, et de la responsabilité des acteurs politiques et plus particulièrement de leur relation entre la politique, la science et les affaires.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine et de la tournure des événements tant décriée, il est nécessaire de mener une recherche européenne et internationale sur la manière dont les relations pacifiques entre les pays de l'UE et la Russie peuvent être façonnées dans les conditions actuelles. Et nous devons nous demander : Dans quelle phase de la politique mondiale sommes-nous ? Sommes-nous encore dans une phase d'interrègne ou y a-t-il eu depuis longtemps une tendance à la consolidation vers le développement accru de systèmes autoritaires ? Comment une politique de sécurité européenne durable et une politique de voisinage avec la Russie sont-elles possibles après cette guerre ? Que signifie la sécurité au XXI^e siècle ? Comment réduire le danger des guerres nucléaires ? Quelles sont les pierres angulaires d'une stratégie de paix soutenue socialement et comment peut-elle être mise en œuvre ?

3. Face aux nouveaux défis mondiaux - notamment les nouveaux conflits militaires, le changement climatique et d'autres potentiels destructeurs, les fondations européennes doivent agir au-delà des lignes de parti.

Les fondations politiques européennes disposent de vastes réseaux d'experts à travers l'Europe - et au-delà - qui travaillent sur les questions fondamentales de l'évolution de la société. Cette expertise des fondations progressistes en Europe ne devrait pas seulement être plus interdisciplinaire, elle devrait rassembler ses

experts et toutes ses compétences au-delà de sa propre famille de partis.

La complexité des défis exige virtuellement la prise en compte de perspectives différentes, qui résultent également de divergences de vues politiques - précisément parce que les simplifications populistes n'offrent pas de solutions durables, mais promeuvent les bipolarités et la pensée dans les catégories ennemies-amies.

Les défis sont trop grands et trop complexes. Ainsi, le radicalisme de la politique de gauche doit se traduire par des approches politiques soutenues socialement. Les positions vertes contre le changement climatique et pour la durabilité ont toujours besoin d'une dimension sociale. Les approches social-démocrates doivent être remises en question du point de vue de leur efficacité par rapport aux changements fondamentalement nécessaires.

À cet égard, les fondations politiques européennes ont la possibilité de travailler ensemble de manière complémentaire, en ayant conscience des différences politiques existantes, et de développer une culture de la coopération de manière exemplaire.

4. Les fondations européennes doivent devenir des centres d'apprentissage européens pour l'autonomisation des acteurs politiques dans une plus large mesure que par le passé.

L'éducation politique est l'une des missions dans toutes les fondations politiques. Il s'agit de plus en plus de transmettre des connaissances d'orientation, de former à des connaissances contextuelles. Qu'est-ce qui doit être classé politiquement et comment ? Qu'est-ce qui est lié à quoi et entraînerait quelles conséquences ? Quels scénarios peuvent être dérivés des développements d'aujourd'hui et comment un tournant social fondamental vers la paix, la justice et la durabilité est-il possible ?

Les connaissances des acteurs politiques doivent être préparées de manière qu'ils puissent se former leurs propres opinions sur la base de faits et de contextes vérifiés, afin

qu'ils soient en mesure de coopérer et agir de manière indépendante de façon indépendante. Il s'agit d'une mission centrale des fondations politiques compte tenu de l'hostilité croissante à l'égard de la science, des fausses nouvelles et de la développement des partis populistes de droite en Europe.

Donner aux acteurs sociopolitiques les outils pour agir en coopération signifie

1. les dotant d'analyses pour mieux comprendre les signes des temps. C'est-à-dire, des analyses des nouvelles tendances mondiales, par exemple, la numérisation, les conflits mondiaux, les changements climatiques, la dégradation de l'environnement, la polarisation sociétale.

2. en fournissant des espaces de pratique interdisciplinaires et transnationaux et des stages pour l'apprentissage interculturel, ainsi que de nouveaux modes d'échange d'étudiants, également pour connecter plus étroitement les universitaires de gauche entre eux.

3. en même temps, une telle préparation des connaissances ne touche pas seulement les

personnes ayant une formation académique ou actives dans les partis politiques.

4. en offrant des espaces d'apprentissage également en dehors de sa propre sphère politique.

Les fondations politiques européennes des partis progressistes devraient développer des formes d'échange qui, d'une part, rendent visibles les différences politiques existantes et, d'autre part, plaident en faveur d'efforts conjoints face aux nouvelles escalades politiques, aux nouvelles guerres et crises, au changement climatique et à la numérisation émergente du travail et de la vie.

Cornelia Hildebrandt, Berlin, est philosophe et chercheuse senior sur les partis et les mouvements sociaux à l'Institut d'Analyse Sociale Critique de la Fondation Rosa Luxemburg et avec Marga Ferré Coprésidente de transform! europe.

Même des nuages noirs, une pluie propre et abondante tombe

Luis Infanti de la Mora

Même des nuages les plus sombres, une pluie / eau propre et abondante tombe. Nous vivons des temps extrêmement difficiles, de terreur et d'horreur pour toute l'humanité : des temps NOIR, SOMBRE, OBSCURS.

Mais l'espoir est vivant en nous tous car à partir de ces temps dramatiques il y aura des pluies abondantes de temps de vie limpide, d'amour universel, de paix.

Après deux horribles guerres mondiales, menées non plus avec des flèches, des épées, des baïonnettes, mais avec des chars, y compris des bombes atomiques, qui ont semé la destruction, les blessés, les morts, la douleur et le désespoir, l'Humanité a ressenti le besoin de repenser son avenir, donnant naissance aux engagements multilatéraux internationaux, établis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, depuis sept décennies déjà.

Des temps d'espoir sont apparus, de confiance dans les responsabilités de construire la paix sur la base de droits et de devoirs auxquels chacun doit adhérer.

Mais après tant d'années, nous devons nous demander pourquoi les espoirs sont tombés, les engagements de paix ont été enterrés, ont torturé le droit à la vie.

“Nous vivons une guerre en morceaux”, a déclaré le pape François. Le crime de guerre est présent aujourd'hui dans au moins 20 pays à travers le monde : Ukraine, Syrie, Yémen, Irak, Mali, Nigeria, République Démocratique du Congo, Somalie, Burkina Faso, mais aussi en République Centrafricaine, Mexique, Brésil, Colombie, Birmanie, Afghanistan, etc.

Des guerres avec des milliers et des milliers de morts, des destructions, des masses d'êtres humains fuyant leur pays, des familles brisées, des enfants frappés par la pauvreté, des orphelins désespérés...

Mais en plus des guerres militaires avec des armes, avec des scandaleux milliards de dollars, force est de constater que depuis des années, il y a une guerre économique, une guerre numérique, une guerre culturelle, une guerre des biens naturels (eau, terre, semences, nourriture, minéraux, pétrole, gaz, etc.), une guerre contre les pauvres (“nous ne pouvons pas éliminer la pauvreté, nous éliminons les pauvres”), une guerre des idéologies, une guerre contre la maladie, une guerre technologique, une guerre contre les indigènes, contre les migrants, une guerre féroce contre la « Maison Commune » qu'est notre Planète. Et qu'en est-il d'une guerre diaboliquement étudiée et planifiée de l'information et de la désinformation ?

Donc, même s'ils font taire les armes en Ukraine (espérons-le bientôt) et dans d'autres pays, la guerre ne se terminera malheureusement pas, car il y a un virus malin et mortel dans le cœur de beaucoup d'hommes : la HAINE, le mépris. Le centre de cette haine est dans le cœur des HOMMES DE POUVOIR. Pouvoir économique, politique, intellectuel, culturel, racial, scientifique, technologique, etc. Et religieux, dans certains cas. Nous assistons au drame où l'homme est l'espèce la plus violente des êtres vivants, où il semble obsédé par la destruction plutôt que par la construction. Incluses avec les énormes avancées de la science, de la technologie et des communications

modernes, elles servent plus à imposer le pouvoir de la force, de la destruction et de la mort qu'à construire une civilisation de paix, de beauté, de bonheur, d'espoir, de dignité, de fraternité universelle.

« Nous ne pouvons pas vivre en bonne santé, sur une planète malade et infirme », nous avertit encore le pape François. En fait nous détruisons gravement la Maison Commune qui nous héberge, mais la maladie la plus féroce, la pandémie au virus le plus malin est dans nos cœurs, dans nos esprits, dans nos décisions de nous croire supérieurs à toute autre créature.

Nous appelons cette maladie POUVOIR. POUVOIR DE CERTAINS QUI SE CROIENT DES PROPRIÉTAIRES, non seulement des biens de la nature (terre, eau, nourriture, minéraux, etc.) et des territoires, mais aussi des personnes, des cultures, de l'histoire, des consciences d'achat, avec le pouvoir des communications et de l'argent.

Mais nous sommes plongés dans une nouvelle époque de l'Humanité, nous nous dirigeons vers une plus grande conscience que nous marchons ainsi vers la destruction et la mort, et d'autres pouvoirs naissent avec force pour construire d'autres routes d'une nouvelle civilisation.

C'est le pouvoir du peuple et des peuples, des mouvements sociaux, des jeunes, des femmes, des peuples indigènes, de ceux qui ne se plient pas au pouvoir, des habitants prophétiques de la Terre, des artistes de la VIE, qui interrogent les pouvoirs actuels, puisqu'ils ne peuvent résoudre les problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés.

Un peuple qui ne croit plus au « progrès » et au « développement » réalisés jusqu'à présent.

Un peuple qui ouvre des horizons, peut-être boiteux par endroits, mais déterminé à construire une autre histoire pour l'Humanité. Une histoire qui, plutôt que de placer l'individu (JE) au centre, s'ouvre sur le NOUS-COMMUNAUTÉ (HUMANITÉ ET MAISON COMMUNE). Plutôt que de placer la propriété privée au centre, elle ouvre au partage des biens communs. Plutôt que de manifester la faiblesse

de la puissance destructrice qui se voit obligée de faire la guerre, elle cherche à construire une éducation à la paix, à la fraternité universelle, sans frontières raciales, religieuses, culturelles, idéologiques.

Ainsi s'ouvre un AUTRE AGENDA pour l'histoire de l'Humanité, dans lequel "l'AGORA DES HABITANTS DE LA TERRE" devra faire entendre sa voix puissante pour construire l'art de vivre, la beauté d'UNE AUTRE HISTOIRE POSSIBLE, en qui incarnent de nouvelles formes de démocratie participative à l'échelle internationale et planétaire, assume la responsabilité de prendre en main l'histoire et les décisions, sans manipulation ni nouvelle colonisation économique et militaire.

Dans ce projet d'Humanité nouvelle il est essentiel :

1.- La CONNAISSANCE, l'ÉDUCATION, pour que ce ne soit pas seulement une "éducation" pour construire des "robots-machines" pour le système dominant, mais pour former des personnes et des sociétés réfléchies, critiques, proactives, avec une profonde formation éthique, morale, démocratique et communautaire, favorisant les plus marginalisés ou « mis au rebut » par la société de classe actuelle.

2.- Le TRAVAIL, comme moyen d'atteindre la dignité, l'épanouissement personnel et la solidarité responsable, donnant droit à la vie de ceux qui l'exercent, et qui n'est pas une exploitation et une marchandise du marché.

3.- La SANTÉ, en tant que bien public mondial, dans lequel il n'y a pas de brevets d'organisations privées qui classent les peuples dans la première, deuxième ou troisième catégorie, condamnant les plus pauvres à l'esclavage, à l'extermination et à la mort.

4.- FINANCE, pour proscrire le financement criminel légalisé des paradis fiscaux, les dépenses militaires en milliards pour semer la mort, les énormes activités de trafic de drogue illégales, etc. Et avoir le courage de créer une

Caisse Mutuelle Coopérative Mondiale des Peuples efficace et efficiente.

5.- Donner plus d'importance aux ARTISTES, en tant qu'agents de conscientisation, afin que l'art provoque et promeuve la beauté de la justice, de la paix, de l'équité, de la coopération, de la solidarité et de la fraternité entre les peuples.

6.- Valoriser et donner la parole aux LEADERS, moteurs vers la réalisation de l'utopie de la NOUVELLE HUMANITÉ.

Si nous avons eu la capacité d'utiliser l'intelligence pour créer un monde aussi criminel et malin que celui d'aujourd'hui, nous avons surtout la ferme et confiante certitude qu'il existe dans l'humanité des capacités infinies à construire au jour le jour, avec

audace, avec joie, avec sacrifice, avec amour, une NOUVELLE HUMANITÉ.

Dans ce projet vital et humanitaire, personne ne peut être écarté.

Monseigneur Luigino (Luis) Infanti de la Mora, osm, est né à Campomolle di Teor (Udine, Italie). En 1973, à l'âge de 19 ans, il s'installe au Chili comme séminariste de l'Ordre des Servites de Marie, vivant à Coyhaique. Ici, en 1999, il a été ordonné vicaire apostolique évêque d'Aysén, menant, pendant les années de son ministère, une action en faveur des jeunes, de la famille, des pauvres, de l'éducation, des médias, de l'environnement et de la justice. En 2008, il publie sa première lettre pastorale « Danos hoy el agua de cada día » (Donne-nous aujourd'hui notre eau quotidienne).

L'éthique de l'Autre Agenda : pour une conversion de la civilisation

Roberto Mancini

Le sens de l'Autre Agenda

La signification de l'Autre Agenda est éthique. Ici, le terme "éthique" ne désigne pas seulement un cadre de principes, mais renvoie à une manière d'être inspirée par la responsabilité du bien commun. L'éthique est l'exercice de la capacité à *être avec le monde*, comme le dit Paulo Freire, en apprenant à habiter la terre sans la détruire et sans nous détruire. L'Agenda est "Autre" non pas tant parce qu'il change d'objectifs que parce qu'il acquiert une inspiration et un critère éthiques. Il souligne le passage d'un programme d'« ajustement » au système actuel à un programme de *transformation* profonde. L'enjeu est l'alternative radicale entre la logique nécrophilique et la sagesse biophilique.

Mais aujourd'hui, un autre agenda peut sembler encore plus utopique. Alors que nous assistons à l'invasion de l'Ukraine et à la guerre qui s'ensuit, comment pouvons-nous espérer une percée éthique biophilique ? Ce crime s'ajoute aux guerres en cours au Yémen, en Syrie, en Israël et en Palestine, en Arménie et en Azerbaïdjan, au Nigeria, au Burkina Faso et ailleurs. Nous ne sommes jamais sortis de la guerre avec une logique et un système permanents. La société d'aujourd'hui est soumise à la domination de cinq puissances mondiales : le marché axé sur la finance, la technocratie, la médiocratie, la bureaucratie, le circuit militarisé de la géopolitique. La violence généralisée dans un tel chaos structurel tend à se manifester directement par la guerre. Ainsi, les êtres vivants - personnes, animaux, plantes, relations

- sont réduits à des ressources à exploiter, des déchets, des otages, des réfugiés, des victimes, des cadavres. Cette situation confirme l'urgence d'un changement profond, qui ne peut être initié que par une nouvelle efficacité historique de l'éthique. Il n'est pas utopique de s'engager dans l'Autre Agenda, il est insensé de continuer à exécuter l'Agenda des systèmes de pouvoir et de guerre.

Une éthique inspirée, une conversion de la civilisation

La conscience, l'action et les formes de relation configurées de manière éthique ne peuvent être développées uniquement par référence à des principes généraux. Ils doivent être inspirés par l'acceptation d'un sens qui illumine notre façon d'exister. Je ne pense pas à un sens *de la vie*, mais à un sens *dans la vie*. En fait, le sens est la vie elle-même dans la mesure où elle devient une coexistence harmonieuse des vivants. Cela nécessite une action responsable, la réparation des déchirures, l'harmonisation de toutes les relations.

En se méfiant de la vie, la civilisation occidentale a épousé le pouvoir comme une logique, une efficacité unique, le père de tous les moyens et de toutes les fins. Mais elle n'est jamais un moyen neutre, se qualifiant selon la façon dont elle est utilisée. C'est un système radicalement autoréférentiel qui vise à s'étendre, générant un circuit de dominés et de dominateurs où tout le monde est soumis et où toute relation

vitale est brisée. Par conséquent, une éthique inspirée commence lorsque le pouvoir en tant que logique universelle est répudié et que l'on s'oriente vers une spiritualité biophilique. Nous pouvons reconnaître la Source de cette inspiration en Dieu, ou dans la Nature, ou dans la Vie elle-même, ou même simplement dans les générations précédentes et dans les relations d'amour que nous chérissons : mais c'est néanmoins grâce à cette Source que nous pouvons faire l'expérience du bien, qui est toujours le bien commun. Ceux qui intériorisent ce sens de la Source sont inspirés pour agir de manière éthique, tout comme un artiste est inspiré pour créer son œuvre.

Dans cette perspective, nous découvrons que l'avenir, pour être maintenu ouvert, doit être accueilli. Car l'avenir n'est pas le prolongement du présent, ni le résultat de la "croissance" ou du "développement durable", mais la vraie vie, la libération de l'oppression. Ce potentiel d'harmonie est latent au cœur de la réalité comme une graine : il nous appartient de le cultiver avec sagesse.

Il est également clair que dans une période aussi destructrice de l'histoire, les minorités actives et les avant-gardes ne suffisent plus. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une *conversion de civilisation* : la majorité des subjectivités humaines - individus, communautés, peuples, institutions - doivent désormais choisir d'exister autrement, en convergeant dans la vision de l'éthique du bien commun. Les cultures traditionnelles, avec leurs fermetures ethniques, ne peuvent pas faire face à la situation actuelle. Cela ne signifie pas qu'ils doivent laisser le champ libre à une seule culture mondiale « universal », mais plutôt qu'ils doivent s'ouvrir pour nourrir une conscience chorale. *La choralité* est l'orientation qui unit l'humanité et la rapproche de la nature sans supprimer la variété des différences. La guerre en cours en Europe nous rappelle qu'il n'y aura pas de transition écologique ni d'avenir sans une transformation de la société et une conversion des civilisations.

Une éthique pour la naissance politique de l'humanité

Si, dans tout le système de relations (entre les sexes, entre les générations, entre les groupes sociaux, entre les peuples, avec la nature), nous apprenons la leçon du rejet de la logique du pouvoir, nous pourrions enfin découvrir la liberté de pratiquer toutes les formes d'efficacité biophilique, adaptées aux êtres vivants et au bien commun. Contrairement à l'efficacité du pouvoir, qui est toujours mortifère, il existe des formes d'efficacité bénigne : celle des *capacités humaines*, c'est-à-dire les meilleures compétences qui mûrissent grâce à l'éducation ; celle de la *responsabilité* de ceux qui prennent en charge les situations ; celle de la *bienveillance* et du service ; celle de la *délibération participative*, par laquelle les questions collectives sont décidées démocratiquement, par le dialogue, éclairées par la connaissance et partagées. C'est alors que s'exercent les fonctions authentiques de *gouvernement* nécessaires à la société, c'est-à-dire un gouvernement non pas sur les personnes, qui seraient alors réduites à des sujets, mais un *gouvernement des problèmes*, qui apporte des réponses efficaces et prévient les catastrophes. Ceux qui jouent ce rôle pourront avoir de *l'autorité*, ce qui est la fonction de ceux qui font prospérer le bien commun, et non de ceux qui commandent. Si ces formes d'efficacité prévalent, même *les conflits* peuvent être libérés de leur caractère destructeur, comme l'a enseigné la voie de la non-violence avec Gandhi et bien d'autres.

La tendance dominante dans l'histoire a identifié la politique à la lutte pour le pouvoir. Mais cela nous a laissé dans la sphère de l'imposition et de la perturbation, réduisant le souci du bien commun à une exception. Au contraire, la politique commence là où le pouvoir finit. Il est donc clair que - après une longue chaîne d'empires, de dominations, de nationalismes, de guerres et de systèmes d'oppression - la

direction dans laquelle regarde l'Autre Agenda est celle de *la naissance politique de l'humanité*.

Une éthique du salut

Il faut aussi dire que l'orientation éthique de l'Agenda nous amène à regarder au-delà de la rhétorique de la durabilité. En effet, il est nécessaire de reconnaître que nous avons besoin d'une *éthique du salut*. Il est hypocrite de rapiécer un tissu mal conçu et effiloché. L'appel au "durable" reste dans la logique de la domination de la nature et des personnes. C'est un compromis entre la raison et la folie, entre le respect et l'arrogance. Pendant ce temps, la société mondiale, en proie à une pulsion autodestructrice, brûle.

Il ne s'agit pas de rendre ce système « durable » en essayant de prolonger encore un peu son agonie, mais de le démanteler de ses présupposés culturels pour donner vie à une autre forme de société, fondée sur la justice et l'attention, et recherchant l'harmonie dans toutes sortes de relations. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'une nouvelle naissance culturelle, inspirée par l'*éthique collective du salut*. Un salut politique, historique, écologique pour la nature et pour les êtres humains. Le terme évoque généralement une vision religieuse. Ici, cependant, il indique la libération de toutes les pratiques destructives et autodestructrices.

Il est urgent de se réveiller et d'agir. Face à cette mission, l'une des tentations les plus insidieuses est de céder au pessimisme. En vérité, le sentiment le plus lucide et celui qui peut libérer les meilleures énergies culturelles et politiques est la *confiance transformatrice*. Il peut voir le potentiel de guérison et de libération latent dans une situation donnée. Ce n'est que si nous le voyons que nous pouvons le développer dans l'action.

L'Autre Agenda demande à chacun de choisir une participation politique inspirée par l'éthique. D'où le choix de *s'engager* pour activer des comportements favorables au bien commun : dans la famille, à l'école, sur

le lieu de travail, en politique, partout. Notre comportement quotidien n'est jamais neutre : soit il accompagne le virus de la destruction, soit il favorise une vie meilleure pour tous.

L'émergence de sujets biophiles historiques

L'Autre Agenda préfigure un programme politique. L'engagement à le mettre en œuvre n'émane pas des forces politiques conventionnelles, mais nécessite l'émergence de formes spécifiques de subjectivité historique, notamment des individus, des communautés et des institutions. Je fais référence au peuple choral, aux communautés transformatrices et aux mouvements démocratiques populaires. Les personnes que j'appelle « chorales » sont celles qui ont le sens de la communion ouverte et qui adhèrent à un style d'existence transitif. Pour eux, personne n'est un étranger et ils considèrent que la passion du bien commun est un facteur de bonheur concret.

À leur tour, les villes peuvent être des communautés transformatrices. Ils naissent autour d'un projet de démocratie écologique intégrale. Cela se produit lorsque les sujets de ce territoire, des associations aux institutions administratives locales, s'engagent à réaliser le projet à travers la méthode d'une forte participation de connaissances avancées et d'orientation éthique. Au niveau plus large des nations et de la communauté mondiale, les mouvements démocratiques populaires peuvent exercer une action similaire à celle des communautés transformatrices au niveau des régions, d'une nation ou même au niveau transnational.

Le sens éthique de l'Autre Agenda doit être compris non pas comme un souhait, mais comme l'indication d'une direction précise pour l'efficacité de la responsabilité. Bien que la conversion de la civilisation soit un objectif très difficile à atteindre, personne ne peut prétendre être incapable de travailler pour l'anticiper dans l'espace de sa propre action et de sa propre passion.

Roberto Mancini est professeur ordinaire de philosophie théorique à l'Université de Macerata

et coordinateur régional (Marche) du mouvement Dipende da Noi (Cela dépend de Nous).

Matériaux

Le travail de plateforme et les luttes des coursiers à vélo. Solutions possibles à l'échelle européenne

Leïla Chaïbi

Le 9 décembre 2021, la Commission européenne a présenté une série de mesures visant à réglementer le travail de plateforme, dont une proposition de Directive relative à l'amélioration des conditions de travail des personnes travaillant via plateforme de travail numérique. Au cours d'un débat qui s'est tenu à Rome le 18 février 2022 près le Département de Philosophie de l'Université Rome 3, organisé par Transform Italia et par "Europe à Gauche"-comité des adhérents individuels au Parti de la Gauche Européenne, le contenu de cette initiative de l'Union européenne a été débattu par Leïla Chaïbi, parlementaire européenne du groupe de La Gauche. Nous publions ici son intervention au débat.

1. Quel est l'enjeu du travail ubérisé ?

Les chauffeurs qui travaillent pour Uber, les coursiers à vélo qui travaillent pour Deliveroo ou Wolt sont considérés comme des travailleurs indépendants. En effet, les plateformes numériques disent qu'elles ne sont qu'un intermédiaire entre un travailleur et un client. La réalité est différente. D'une part, *les plateformes exercent un réel lien de subordination sur leurs travailleurs*: elles décident qui devra faire quelle course, combien les travailleurs seront payés, elles classent les travailleurs, etc. D'autre part, les travailleurs, qui sont donc de faux indépendants, n'ont ni accès à la protection sociale, ni aux négociations collectives.

De plus, le travail ubérisé s'inscrit plus largement dans une nouvelle volonté de *contournement du droit du travail*. Ce que veulent les plateformes, c'est mettre en place un troisième statut : faire entrer dans la loi un statut spécialement créé pour les plateformes, où le travailleur est officiellement indépendant tout en étant soumis à un lien de subordination. Le travailleur ne bénéficierait alors, de façon légale, ni des avantages du statut de salarié, ni des avantages du travail indépendant et la plateforme n'en tirerait que du positif: les avantages que le salariat lui confère sur les travailleurs sans assurer aucune contrepartie. Si les plateformes gagnent ce combat, c'est en réalité *tout le monde du travail qui sera touché*, puisque le travail ubérisé via une plateforme numérique est en fait un cheval de Troie qui vise à détricoter, à terme, l'ensemble des protections du Code du travail.

Enfin, l'enjeu est global, puisque cette question se pose partout et que le lobby des plateformes surveille les initiatives législatives sur tous les continents. Il est prêt à injecter des millions - comme nous l'a montré l'offensive d'Uber contre la loi AB5 aux Etats-Unis - pour protéger ce modèle qui fonctionne sur le détricotage des droits des travailleurs.

Étant élue au Parlement européen, membre de la France Insoumise et du groupe de La Gauche au Parlement européen, je me suis intéressée très tôt à ces enjeux. Depuis le début de mon mandat, je travaille et je m'engage en faveur d'une législation ambitieuse pour donner à ces travailleurs les mêmes droits qu'à tous les autres travailleurs, en obligeant les plateformes

à respecter la loi.

2. En quoi a consisté le travail au Parlement européen et sur le terrain?

Tout d'abord, il faut rappeler qu'en décembre 2021, la Commission européenne a proposé une Directive pour donner davantage de droits aux travailleurs des plateformes. Une fois n'est pas coutume, cette proposition de Directive *fixe un cadre ambitieux* puisqu'elle comprend une *présomption de salariat*, ce qui signifie que les travailleurs des plateformes seront par principe sous statut salarié et auront donc accès aux droit du travail, aux congés maladies, au salaire minimum, etc. Si ils sont véritablement indépendants, ce sera à la plateforme d'en apporter les preuves - c'est le renversement de la charge de la preuve - ; et si ces preuves sont satisfaisantes, alors seulement ils pourront travailler sous contrat commercial d'indépendant.

Cependant, cette victoire ne tombe pas du ciel, c'est un travail de longue haleine et une addition de différents facteurs que je voudrais détailler ci-dessous.

Dans un premier temps, j'aimerais revenir sur le travail qui a eu lieu au Parlement européen. En 2019, au début de la mandature, le sujet du travail de plateforme n'était pas vraiment dans l'agenda politique. Il a fallu *marteler pendant*

des mois qu'il était nécessaire de se pencher sur ce sujet et qu'une réponse européenne, englobant aussi bien la question du statut que celle du management algorithmique, devait être trouvée. Puis, avec la crise sanitaire et sociale qui a eu lieu à partir de 2020, la lumière a été mise sur la précarité de ces travailleurs: quand tout le monde était confiné, protégé chez soi, les livreurs à vélo et les chauffeurs Vtc parcouraient les rues. Les livreurs, forçat du bitume, allaient de restaurants en clients pour livrer sushis et pizzas sans bénéficier du droit du travail et sans protection sociale. Alors, bien que le Parlement européen n'ait pas le droit d'initiative, j'ai écrit avec un groupe d'experts, *une proposition de Directive*, pour montrer que même en s'inscrivant dans le cadre des traités européens actuels, il est possible de faire quelque chose en faveur des travailleurs des plateformes numériques. Déjà dans cette proposition, présentée au Commissaire à l'emploi et aux affaires sociales, Nicolas Schmit, nous proposons de requalifier tous les travailleurs des plateformes en salariés, sauf si la plateforme peut apporter la preuve qu'elle n'exerce pas de lien de subordination et joue un simple rôle d'intermédiaire.

En septembre 2021, le Parlement européen a voté, à une large majorité, *un rapport d'initiative* - permettant de donner la position du Parlement européen - sur les droits des travailleurs des plateformes (2019/2186(INI)), pour lequel j'étais chargé des négociations pour mon groupe politique. Malgré les pressions envoyées par

l'Élysée et Emmanuel Macron, nous avons réussi à construire un arc de force large qui a permis l'adoption par le Parlement européen en septembre dernier d'un texte très ambitieux. Le texte adopté en septembre 2021 est ambitieux. Il demandait lui aussi à la Commission d'inclure une présomption de salariat et un renversement de la charge de la preuve dans sa directive.

Ensuite, il est à noter que bon nombre de *cours de justice d'États membres* ont été saisies par des travailleurs des plateformes car ils n'avaient pas le bon statut. Dans leur très grande majorité, les cours se sont prononcées en faveur d'une requalification de ces travailleurs en salariés.

Enfin, cette bonne nouvelle est avant tout le résultat d'une forte mobilisation des travailleurs des plateformes sur le terrain et de l'irruption de leurs colères, de leurs revendications et de leurs mobilisations collectives sur la scène européenne. Conscients de l'impact que pourrait avoir une Directive de l'Union européenne sur les législations à travers le monde, les travailleurs ont manifesté dans toute l'Europe, et aussi en Amérique du Sud et aux Usa, pour dire "non à une loi Uber en Europe", dès février 2021.

De plus, même si Uber et C. font tout pour les empêcher de s'organiser en segmentant le travail, des travailleurs des plateformes venues de toute l'Ue et du monde entier ont pu se rencontrer et s'organiser par deux fois dans le cadre du *Forum transnational des Alternatives à l'Ubérisation*. La seconde édition a eu lieu en octobre 2021, où plus de 100 travailleurs de 18 pays se sont retrouvés à Bruxelles, avec le soutien de notre groupe politique de la Gauche au Parlement européen. Les travailleurs ont pu rencontrer le Commissaire Nicolas Schmit et lui faire part de leurs conditions de travail et de leurs revendications. C'est une véritable réussite du lobby populaire qui a renversé le rapport de force face au lobby des plateformes, qui a permis de mettre la pression sur la Commission européenne et d'arriver à un résultat aussi ambitieux, ce à quoi la Commission ne nous a pas vraiment habitués! Cette victoire a été arrachée par la force de ce nouveau type de

lobby qui a forcé la Commission européenne à se conformer aux intérêts des travailleurs.

3. Comment va se poursuivre le travail ?

Nous ne sommes qu'au début du travail législatif: la proposition de Directive de la Commission européenne vient d'arriver sur la table du Parlement européen et je serai à nouveau chargée des négociations pour mon groupe politique. Évidemment, *le combat se poursuit* car tout n'est pas parfait et nous avons encore beaucoup de points à améliorer, notamment sur le management algorithmique, mais aussi pour que le plus grand nombre possible de plateformes soient concernées, pour qu'une clause de non-régression soit appliquée, pour renforcer le rôle des syndicats, etc.

Pour ne revenir que sur un point, j'aimerais dire deux mots sur la *présomption de salariat*. Cette présomption signifie que les travailleurs sont présumés salariés et doivent donc avoir le statut qui en découle, puisque les plateformes exercent un lien de subordination à leur encontre. Pour ce faire, la Commission européenne a choisi d'établir une liste de critères (comme la fixation de la rémunération, la possibilité de contrôler le travail ou de donner des sanctions, l'impossibilité de se constituer un portefeuille de clientèle, etc.) et considère que si une plateforme coche deux critères sur cinq, les travailleurs doivent être considérés salariés. Cependant, cela pose des problèmes, car il serait très facile pour les plateformes d'échapper à ces critères en adaptant légèrement leur fonctionnement et leur permettrait de maintenir l'un des critères tout en continuant à faire travailler les coursiers à vélo et chauffeurs comme faux-indépendants. Pour moi, la présomption de salariat doit être plus large, s'appliquer aux travailleurs des plateformes à moins que la plateforme ne prouve le contraire, et elle doit commencer dès le premier jour. Il revient donc maintenant aux co-législateurs que sont le Parlement et le Conseil de renforcer l'ambition de la nouvelle

Directive.

J'aimerais rajouter que la Présidence française de l'Ue, qui a lieu du 1er janvier au 30 juin, met bien des bâtons dans les roues pour faire avancer ce dossier. En effet, *la présomption de salariat, ce n'est pas du tout l'idée que défend Emmanuel Macron* au niveau français. Il a plutôt choisi, sciemment, de ne pas toucher à l'utilisation frauduleuse du statut d'indépendant, et de laisser les travailleurs sous ce faux statut d'indépendant sous prétexte de leur octroyer des miettes de droits en matière de dialogue social. Ce choix revient à mettre en place le troisième statut dont je vous parlais précédemment. Ainsi, au niveau européen, Emmanuel Macron est en train de retarder les discussions autour de la Directive, en la mettant à l'ordre du jour de seulement quelques réunions du Conseil de l'Union, et uniquement sur la question de la transparence des algorithmes, en laissant de côté la question majeure et urgente du statut d'emploi.

4. Prochaines étapes. Pour conclure

Pour conclure, j'aimerais souligner que le travail effectué, grâce à une solide coopération entre les travailleurs, les syndicats et notre groupe politique, en faveur des droits des travailleurs des plateformes, a porté ses fruits. Nous ne sommes qu'au milieu du chemin, même si le plus dur a été fait je pense, et je reste optimiste car maintenant *tous les yeux sont braqués sur*

ce dossier.

Je vois qu'il y a un vrai intérêt de la part des travailleurs, des journalistes et des citoyens pour ce sujet, c'est une bonne nouvelle, ça va permettre de continuer à faire pression. Faire pression sur nos collègues du Parlement européen pour que la position qui en découle soit encore plus ambitieuse et plus forte. Faire pression sur le Conseil et les États membres pour que les intérêts de travailleurs priment sur ceux des plateformes et qu'une minorité d'États proches des lobbies, avec la France de Macron en première ligne, ne fassent pas capoter ces avancées.

Pour une fois, l'Union européenne a les cartes en main pour permettre de faire avancer la situation de millions de travailleurs. Pour une fois, l'Ue peut montrer l'exemple au niveau mondial en proposant une législation sur laquelle les travailleurs de tous les continents pourraient s'inspirer. Maintenant plus que jamais, ne laissons pas Uber utiliser les travailleurs comme des pions, mettons-le échec et mat, il en va de l'avenir du travail dans sa globalité !

Leïla Chaibi, eurodéputée française depuis 2019, réside à Paris et est membre de France Insoumise et du groupe du Pge au Parlement européen.

Le barbarisme n'est pas le pire des cas. Quand il n'y a pas d'alternative de gauche, la résistance sociale se rassemble derrière l'extrême droite

Attila Antal interviewe Tamás Krausz

L'interview suivante a eu lieu avant le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne. Toutefois, elle conserve son intérêt pour l'analyse qui y figure et pour les considérations qui y sont formulées.

Tamás Krausz, président du comité de rédaction du périodique Eszmélet (Conscience), la revue hongroise de critique sociale et de culture, s'entretient avec Attila Antal, éditeur en chef de la même revue.

Le barbarisme n'est pas le pire des cas. Quand il n'y a pas d'alternative de gauche, la résistance sociale se rassemble derrière l'extrême droite.

Attila Antal : *À l'heure où nous parlons, la géopolitique européenne connaît une tension prolongée, avec les États-Unis, l'Union européenne et la Russie dans un grand bras de fer au sujet de l'Ukraine. Cette situation engendre également diverses frustrations de la gauche intérieure, et les politiques du régime Orbán s'ajoutent à cela. Comment voyez-vous la position que la gauche devrait adopter dans cette situation, alors que les positions libérales non critiques envers l'UE déforment considérablement l'opinion publique ?*

Tamás Krausz : Je pense que la gauche anticapitaliste, quel que soit le pays, doit partir des intérêts du peuple dans les questions géopolitiques, de la nécessité de mettre un terme à une nouvelle division économique et territoriale du monde, parce que cela signifie

la guerre, et nous voulons la paix. Donc, la question fondamentale n'est pas de savoir de quelle grande puissance vous êtes du côté. Mais nous devons voir qu'ici, dans notre voisinage, l'Ukraine n'est qu'un outil dans les affrontements géostratégiques des grandes puissances.

Il ne s'agit pas seulement de l'Ukraine, mais de questions fondamentales : quel sera le sort de la Russie ? Cela fait une grande différence, comme nous pouvons le voir avec l'éclatement de l'Union soviétique, quel chaos, quelle guerre et quel conflit découleraient de l'éclatement de la Russie. Nous connaissons bien les régimes de clans et de minorités soutenus par des manipulations ethniques ou religieuses. Chaque fois que nous sommes confrontés à ce qui se passe en Ukraine ou en Biélorussie, ou même au Kazakhstan, nous sommes toujours confrontés à la Russie : déjà à l'époque du changement de régime, Brzezinski avait concrètement souligné que la voie du développement "normal" de la Russie était d'être divisée. Ainsi, pour les grandes entreprises capitalistes, la Russie a toujours été une zone attrayante pour l'accumulation de capital, une sorte de paradis. Si nous examinons les contradictions et les conflits de la toute nouvelle guerre froide qui se déroule à l'Ouest et la réponse à l'Est, une image plus complexe apparaît.

Il y a une division économique et territoriale du système mondial à l'échelle planétaire entre les puissances qui sont capables de le faire. Le conflit Otan-Russe actuel fait partie d'une

série de luttes visant à diviser les sphères de pouvoir au Moyen-Orient et en mer Noire. L'ère ethnonationaliste que le néolibéralisme a fait revivre a également fait réfléchir la Russie sur le sort des 25 millions de Russes vivant en dehors de ses frontières, surtout les 17 millions de minorités russes vivant en Ukraine, un facteur de tension dans une ère pleine de conflits dont le leitmotiv idéologique dominant est la russophobie, la diabolisation de la Russie au nom de ces intérêts.

Un autre élément pour lequel il y a une lutte directe est la réallocation du marché de l'énergie. Nous avons besoin de voir clairement ici ! Donc, si nous disons que la destruction de la Russie, c'est-à-dire l'extension de l'Otan aux frontières de la Russie, pourrait être acceptable, alors la gauche a finalement tout abandonné dans ses valeurs globales, elle a rejoint la logique de l'Otan. Nous savons pertinemment qu'après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Otan n'est plus nécessaire, elle n'a plus de raison d'être. C'est essentiellement un intérêt américain ; c'est l'outil de quelques grandes puissances. Où en sommes-nous maintenant avec l'Alliance Atlantique Nord d'origine : ils veulent faire entrer la Géorgie dans l'Otan, sans parler de l'Ukraine. Le monde des Blinken, des Johnson et des Borell est un monde d'impérialisme pur et simple. Donc, quiconque soutient ce processus n'est pas, je pense, un gauchiste. Je n'étendrais certainement pas la définition de gauche aussi loin. La russophobie est une forme de racisme civilisationnel, et elle relie conservateurs et libéraux. C'est quelque chose que les gens de gauche ne peuvent pas accepter.

Cela ne signifie pas que tous les mouvements ou solutions de politique étrangère de Poutine, ou de la Russie, ou l'éventuelle occupation militaire de l'Ukraine, doivent être soutenus ou justifiés. La Russie est une puissance mondiale conservatrice et militaire, mais il faut reconnaître qu'aujourd'hui l'Ukraine est un régime pro-nazi d'un point de vue de gauche. Nous ne devons pas être déroutés par le fait qu'elle est soutenue par « l'Europe démocratique » et

les États-Unis « démocratiques ». Zelensky et son appareil dirigeant sont là en alliance avec l'extrême droite. Zelensky est un outil géopolitique et une marionnette de l'Anglo-Saxon-Américano-Européen, c'est-à-dire de « l'Occident collectif ». La farce du monde est qu'il importe de parler d'Orbán en l'associant à des organisations d'extrême droite, mais cela n'a pas d'importance pour Zelensky car il est le "lobbyiste géostratégique" de l'Occident, et transformerait bien sûr volontiers son pays en une base de l'Otan.

Même si la gauche peut voir à travers les jeux géopolitiques que vous mentionnez, elle ne peut éviter de placer l'UE dans cette formule. Alors, comment la gauche peut-elle se rapporter à l'UE ?

Selon la gauche anticapitaliste, l'Union européenne est une intégration néolibérale et hiérarchique, avec de nombreuses caractéristiques de l'État, et toujours avec une politique économique fondamentalement néolibérale, puisque même en Suède, nous ne pouvons parler que des ruines de l'État-providence.

De toute évidence, il y a des tendances au sein de l'UE : un atlantisme non critique prévaut, en particulier chez les anciens alliés de l'Union soviétique en Europe de l'Est, en particulier en Pologne, dominée par l'extrême droite, et dans les États baltes qui tendent vers elle. Pour nos libéraux, l'Union européenne ne peut pas être étudiée dans un contexte critique, elle est synonyme de « démocratie et liberté ».

Les dissidents, pour qui le choix crucial n'est pas entre un cadre d'État-nation ou un régime de capital mondial, mettent l'accent sur d'autres questions : une nouvelle politique de paix, la création d'alliances politiques pour l'égalité sociale. Car ces aspirations fondamentales peuvent être reprises et peuvent constituer la base de coalitions socio-politiques sérieuses. Oui, c'est, en fait, de la politique de classe. En d'autres termes, l'UE n'est pas « l'ennemi », parce qu'elle n'est que la forme, mais le

capitalisme lui-même en est le contenu. Sa *forme nationale*, avec son ethno-nationalisme, est aujourd'hui aussi une porte ouverte directe au fascisme, qui devient un pouvoir. C'est un problème inévitable non seulement pour la gauche anticapitaliste.

Il est clair que dans la situation actuelle de l'UE, il y a, comme vous l'avez déjà dit, une approche centrée sur l'État-nation, interprétant les valeurs de l'UE dans un cadre nationaliste, au niveau de l'État-nation, et favorisée par Orbán, et il y a le cerveau à Bruxelles, un conglomérat libéral et néolibéral. Comment serait-il possible de développer une sorte de position critique sur le système entre eux ?

Si je pars de nos valeurs fondamentales, c'est précisément parce que l'Union européenne, surtout en cette période de Covid-19, veut faire passer le monde de la position de la grande entreprise à celle d'« environnementaliste humaniste » et de « militant des droits de l'homme » avec un immense unilatéralisme que nous devons critiquer jour et nuit. C'est toujours la même vieille mélodie : l'appropriation privée des profits par quelques-uns, alors que la perte est supportée par la majorité de la société. Cela relève des droits de l'homme, mais pas du logement des sans-abri.

Certaines personnes l'aiment ainsi, comme nos libéraux. Est-il possible de poursuivre une politique centrée sur les personnes avec la logique des grandes entreprises, en soutenant les grandes entreprises et en marginalisant la grande majorité de la population ? Nous ne pouvons pas l'imaginer. Tout le redressement environnemental n'a pas non plus été bien pensé, seuls les intérêts et les considérations des grandes entreprises sont clairs, c'est-à-dire la motivation du profit. On n'a pas non plus clairement réfléchi à la nouvelle destruction environnementale que la quasi-introduction de « l'énergie verte » entraînera, ce qui est déjà clairement visible aujourd'hui, si l'on ne regarde que les numéros du périodique *Eszmélet*.

Par exemple, le mythe selon lequel les voitures

électriques ne sont pas polluantes. Mais oui, d'une manière différente. L'énergie éolienne n'est pas non plus la solution. Cela ne signifie pas, bien sûr, que si vous divisez à nouveau l'Union européenne en États-nations, la position de l'humanisme sera plus forte. En regardant les traditions des États-nations d'Europe de l'Est, je ne vois pas que les mouvements socialistes-révolutionnaires, anticapitalistes de gauche seraient dans une meilleure position là-bas. Au contraire, nous régresserions vers le règne effréné du racisme sauvage, comme je l'ai déjà souligné. Ce sont des États-nations très conservateurs, terriblement attachés aux aspirations nazies, d'extrême droite, anti-humanistes du passé, héroïsant les collaborateurs nazis, la véritable tradition des élites au pouvoir, pas Attila József, Ady ou même A. Wajda, ou même Miklós Jancsó.

Je ne vois tout simplement pas le contexte organisationnel de cette pensée non capitaliste – pour être honnête. Le mouvement du Forum Social Mondial existe, mais il est fragmenté et faible. On ne sait pas quelles forces politiques sont capables de soutenir cette ligne, qui n'est ni néolibérale ni néoconservatrice, de renforcer une critique sociale d'autodéfense et d'auto-organisation du système qui préfère réellement des solutions centrées sur la crise. Il est vain d'écrire ce que nous en pensons et si nous ne pouvons pas transformer cette théorie en force organisationnelle, nous sommes dans la même situation que nous l'avons été au cours des 30 dernières années : nous ne pouvons dire quelque chose que de la part des partisans de la ligne droite, mais nous ne pouvons pas entrer efficacement dans l'esprit du public. C'est une indication de notre position, soit dit en passant, que même le Parti de gauche allemand, Die Linke, a réussi à obtenir des résultats inférieurs à 5% la dernière fois. La question fondamentale reste de savoir quelle est la raison déterminante pour laquelle la gauche est là où elle est.

Je suis d'avis que la disparition de la gauche anticapitaliste dans tous les sens du terme, que cela nous plaise ou non, est indissociable du démantèlement de l'Union soviétique.

Matériaux

Cependant, nous interprétons l'histoire, les valeurs et les réalisations historiques de l'Union soviétique, sa dissolution est la marginalisation complète de la force anticapitaliste, politique et culturelle née de la Révolution d'Octobre. Il n'y a pas de substitut à cela en l'absence d'autres mouvements de masse larges et organisés.

C'est une des raisons de sa faiblesse et autre est que les nouveaux régimes capitalistes oligarchiques sont autoritaires ; ils sont tous fortement fermés à la gauche, et seulement ouverts à la droite. De plus, Lénine voyait déjà que le socialisme ne pouvait pas être simplement introduit, non seulement à cause de l'analphabétisme généralisé, mais simplement parce que « le paysan russe ne peut pas vivre sans acheter et vendre ». C'est une vérité mondiale qui est encore partagée par les masses sociales les plus larges aujourd'hui. Cette petite remarque est si profonde qu'elle contient tout l'héritage de la civilisation mondiale d'aujourd'hui, le processus millénaire et l'expérience de l'accumulation capitaliste.

En d'autres termes, la grande majorité de la population mondiale ne peut exister sans cette civilisation marchande. Ce sont les raisons fondamentales, mais nous pourrions énumérer beaucoup d'autres raisons, que nous ne connaissons qu'ici en Europe de l'Est. Nous avons dit à maintes reprises que la gauche ici est caractérisée par un syndrome d'émigrant. La gauche anticapitaliste ne peut échapper à cette situation en accumulant ses sectes à l'échelle mondiale et nationale.

Vous avez mentionné que la gauche anticapitaliste se multiplie en se divisant, au moins en créant des factions, des sectes. D'une certaine manière, c'est aussi une spécificité historique. Cette diversité - qui peut être comprise comme l'ouverture de la gauche à plus de monde idéologiquement, politiquement et culturellement - est-elle un obstacle à la production d'une alternative politique, ou bien les partis du capitalisme se ferment-ils et ne s'ouvrent-ils pas aux critiques du système ? Ou ceux qui prennent une position critique

se disent-ils eux-mêmes qu'ils ne veulent pas participer à cette politique bourgeoise ?

Si nous observons la sphère publique hongroise, nous pouvons voir à quel point ce débat était important jusqu'à récemment, ce que la gauche anticapitaliste - dans cette situation tendue, alors que le régime d'Orbán devient fasciste - doit faire : doit-elle entrer en politique ou doit-elle construire une base sociale par d'autres moyens ? Il semble qu'à bien des égards, des solutions partiales aient été trouvées jusqu'à présent.

Bien sûr, je le répète, je pense que nous devrions participer, mais il s'agit toujours de savoir dans quel cadre, avec quels objectifs et comment. Il est impossible que cette gauche soit une secte, parce que nous voulons sortir de la situation que le système nous a imposée. Cela n'a aucun sens pour nous. Mais nous devons commencer par notre propre programme, notre propre organisation civile et politique, nos propres membres et notre propre milieu social. La gauche doit donc être capable de s'organiser, et ce n'est pas seulement une tâche politique. La diversité, comme vous l'avez dit, est un avantage pendant un certain temps, mais quand la diversité ne peut rien apporter d'autre que la désintégration et non l'intégration, alors il y a un gros problème. Mais la raison fondamentale en est que de nombreux groupes s'engagent dans une voie purement politique et s'y immergent parce qu'ils attendent des forces bourgeoises qu'elles poursuivent des politiques socialistes. Ce genre de naïveté est complètement extrême, presque pathologique. Pourquoi les civils se comporteraient-ils d'une manière non civile en politique ?

Je me souviens qu'il y a plus de dix ans, à la fin de l'ère Gyurcsány, l'idée de base de l'intelligentsia du Parti socialiste hongrois était qu'il n'y aurait qu'une seule alternative, c'est-à-dire une seule avec deux camps dans le monde : les démocraties mondialistes et les autoritarismes nationalistes. En d'autres termes, peut-être sans s'en rendre compte, ils avaient adopté la thèse de base du libéralisme, et en cela

ils étaient tombés. La solution, comme je l'ai indiqué plus haut, est d'avoir, parallèlement à l'analyse, un programme socialiste indépendant pour le développement d'une économie mixte multisectorielle dans laquelle la Constitution garantit à la population la possibilité de s'administrer librement et le libre droit à l'existence de la propriété communale. Tant que cela ne sera pas démontré et reconnu dans le domaine économique par la Constitution, l'autorité politique de la gauche anticapitaliste ne sera pas rétablie dans la société.

Il s'agit, bien sûr, d'une question de combat. Ce n'est pas un hasard si, en 1989-1990, lorsque la possibilité de l'auto-administration sociale et de la propriété communautaire a été introduite dans la nouvelle Constitution sous la pression de l'Alternative de gauche, elle a été immédiatement rejetée par le premier Parlement, une honte pour de la démocratie. On peut comprendre qu'ils l'aient rejeté, puisque les libéraux se tenaient et se tiennent encore les deux pieds sur le sol du capitalisme, quel que soit l'ordre mondial du capital.

À cet égard, ils ne valent pas mieux que les conservateurs : ils ne céderont pas sur le caractère sacré de la propriété privée capitaliste, même si le système mondial est entaché de fascisme. Une gauche anticapitaliste, si elle veut avoir un impact sur la société, quelle que soit son organisation, doit prendre une position claire et sans équivoque sur la question de la propriété, sur les modes de gestion, sur les questions fondamentales de la liberté. Il est même possible d'organiser une fête à cet effet. Mais se fondre dans une politique bourgeoise plate n'est pas la tâche de la gauche critique du système. Tous ceux qui veulent aller aux urnes. La gauche anticapitaliste ne doit pas décider, ne doit pas focaliser son image politique sur la question de savoir s'il faut choisir un capitaliste plutôt qu'un autre capitaliste de droite, car le faire nous discréditerait. Nous ne développerons pas notre milieu social, comme l'ont montré les 30 dernières années, mais nous perdrons aussi ceux qui ont toujours reconnu qu'une alternative socialiste au capitalisme vaut la peine d'être

maintenue. C'est vrai même si aujourd'hui elle s'exprime de manière conservatrice, le plus souvent à un niveau nostalgique.

La gauche anticapitaliste hongroise, qui critique aussi régulièrement l'opposition, est souvent accusée d'être le « pivot de la coalition de l'opposition », et soutient donc en fait le régime Orbán. Dans le public hongrois, la stigmatisation « orbaniste » se transmet rapidement. Ce que nous avons vu dans les primaires, c'est que les forces qui ont fragmenté et détruit les positions critiques de la gauche hongroise après le changement de régime sont tout à fait en place.

Un pôle est apparu qui représente une politique économique et sociale néolibérale. Et maintenant, une ligne néo-conservatrice l'a rattrapé. Je crois que ces deux tendances de l'opposition seront les plus importantes du côté de l'opposition au cours des prochaines années. Dans cette situation malheureuse, ne devrions-nous pas craindre que la position anticapitaliste soit déchirée entre les deux pierres angulaires : l'opposition néolibérale, néoconservatrice et le régime fasciste d'Orbán ?

C'est exactement ce que c'est. Si nous restons entre les meules, les conditions d'une gauche anticapitaliste favorable sur le plan organisationnel et culturel ne seront jamais créées. Si la ligne fasciste et néo-conservatrice ne l'emporte pas aux élections, peut-être des conditions plus favorables seront-elles créées pour nous, à condition que l'orientation de la gauche ne soit pas persécutée comme elle l'est aujourd'hui, lorsque l'identité du communisme et du fascisme est une sorte de mantra obligatoire. Sa fonction fondamentale est de supprimer la pensée et l'action antifascistes. La représentation de cela est laissée à la gauche anticapitaliste. On peut aussi compter sur certains libéraux pour régler cette question. Soit dit en passant, je ne connais pas vraiment de gauchistes « Fidesz ». C'est juste une accusation pour dénoncer les anticapitalistes.

Matériaux

Concernant la base sociale de la gauche, vous avez écrit à plusieurs reprises que le péché de la politique de gauche (ou plutôt, comme on l'appelle mieux) après le changement de régime était d'avoir affamé et laissé affamer sa propre base sociale, dont une partie a migré vers la droite en voie de radicalisation. Est-ce que cela peut être changé ? Après tout, le succès et le développement d'une position critique du système en dépendent.

C'est une tâche sisyphéenne, je me souviens de l'expérience du Parti socialiste hongrois. Une fois que vous avez été dupé, il est très difficile de vous convaincre plus tard que ce n'est pas la gauche... Je me souviens d'une chose très intéressante à ce sujet. Je ne veux pas entrer dans des discussions théoriques et sociohistoriques ennuyeuses ici, mais je voudrais rappeler un épisode politique.

Je voudrais souligner que l'expulsion des masses des travailleurs, des travailleurs ordinaires, au nom de la « modernité », des cercles du Parti socialiste hongrois a une longue histoire. Vers 2006, et pas pour la première fois, j'ai soulevé ce problème avec Gyula Horn. À l'époque, je ne l'ai pas qualifié de traître, ni sérieusement, ni en plaisantant. Puis Horn dit : « Tu sais, mon Tom, ce n'était pas un problème avant, c'est un problème qui va surgir maintenant. Ecoute, Gyurcsány va donner au Fidesz une majorité des deux tiers. Vous pouvez être vaincu, mais une majorité des deux tiers nous détruira complètement. Il a dit que la raison décisive de cela, que vous avez posé la question à ce sujet ici, était la masse sociale qui a aidé le Parti socialiste hongrois au pouvoir en 1994 et même en 2002. C'est là que le chat est enterré.

Gyurcsány s'est également fait appeler « le Tony Blair hongrois ». Il a juste oublié que la Hongrie n'est pas la Grande-Bretagne. De plus, à cause de l'Irak, Tony Blair est toujours traité comme un criminel de guerre en Grande-Bretagne, et pas seulement dans la gauche anticapitaliste. Que voulons-nous de Tony Blair en Hongrie, qui est toujours considéré par le parti travailliste comme une sorte de

déviant libéral de droite ? Nous n'avons pas de bourgeoisie comme en Grande-Bretagne. En fait, le « pouvoir civique » est un terme dénué de sens ici. Le gazier et l'entourage d'Orbán peuvent-ils être qualifiés de citoyens ? Il existe une tradition de masse, de gauche plébéienne en Europe de l'Est, mais les partis de la pseudo-gauche d'aujourd'hui n'embrassent pas cette tradition. C'est pourquoi beaucoup de gens sont orientés vers des partis populistes, en fait de la « classe moyenne », comme le Fidesz, qui sont ouverts au fascisme. Tant qu'il n'y aura pas de mouvements de masse véritablement démocratiques, c'est-à-dire sociaux, il sera difficile de changer cette situation de base.

Vous avez parfaitement esquissé les deux pôles qui luttent pour le pouvoir sous la bannière de l'opposition, mais en réalité, au sein du régime Orbán. La foule libérale bien connue, dont beaucoup étaient des politiciens néolibéraux et des hommes d'affaires clés sous le régime d'avant 2010, s'est élevée incroyablement rapidement autour de Péter Márki-Zay, le candidat de l'opposition au poste de Premier ministre.

Comme si l'histoire se répétait, basée sur l'austérité, on pourrait dire que la politique antisociale, qui ignore les structures de base de la société et met tout sur la société, tente de gagner du terrain à nouveau. Cela ressort également du discours qui a déjà été lancé, selon lequel l'austérité sera certainement nécessaire en cas de changement de gouvernement.

Ce que j'essaie de dire, c'est que si l'opposition civile échoue cette fois encore à acquérir une compréhension plus profonde des structures sociales et politiques qui ont créé le système d'Orbán et s'engage dans le même fleuve qu'avant 2010, la société hongroise se trouvera dans une situation très difficile en cas de changement de gouvernement. Qu'en pensez-vous de tout cela ?

Ce que je dis à cet égard, c'est ce que vous dites qu'ils vont créer un « régime Orbán sans Orbán » ici, s'ils vont dans cette direction. Il y

aura de nouveaux éléments, mais pas beaucoup. Lorsque vous soulevez le fait qu'un cercle néolibéral s'est immédiatement formé autour de Márki-Zay, je considère cela comme évident, car moi, qui ne suis pas impliqué dans la politique, j'ai été informé dès le premier instant que Márki-Zay évoluait dans une logique capitaliste sur un modèle américain. Ce n'est même pas un modèle allemand, qui a plus d'un élément social, mais un cadre américain. C'est pourquoi le conflit dont vous parlez est inévitable. Je partage pleinement cette préoccupation.

Or, c'est ce qui fait ou peut faire la gauche anticapitaliste, parce que nous reconnaissons à temps que "Gens, le roi est nu". En fin de compte, ils seront tellement « respectueux de la loi » qu'ils « oublieront » de revenir à l'ancienne constitution légitime, et tous les crimes et les illégalités commis seront incorporés comme légitimes dans le cadre de la démocratie civile. Si seulement je n'avais pas raison ! C'est donc une histoire tout à fait incroyable : ils font semblant, ils légifèrent, comme si le régime Orbán n'était pas un système autoritaire, mais un système d'erreur après erreur. Non. Il s'agit d'un type de gestion politique différent de celui dont parlaient les libéraux en 1989 dans le sillage du modèle occidental imaginaire.

Ils refusent de l'admettre, car ils devraient alors se juger eux-mêmes, puisqu'ils ont préparé toute l'horreur. Et maintenant, ils utiliseront à nouveau ces conneries idéologiques sur le marché libre pour justifier l'impossibilité d'opérer des changements sociopolitiques sérieux et des changements culturels importants ; au lieu de cela, ils retourneront aux vieux dogmes néolibéraux et aux illusions du marché libre. C'est toute la sagesse qu'ils ont. Souvenons-nous quand Gyula Horn a emmené le premier « médecin miracle économique » d'Europe de l'Est, Lajos Bokros, qui a mené Gyula Horn et tout le Parti socialiste hongrois dans le dédale du néolibéralisme. Et maintenant, ils veulent rejouer la même chose. Quel effet progressiste cette « contre-révolution » néolibérale a-t-elle aujourd'hui ? Dis-moi une chose...

Je ne veux pas être très, très malveillant. Il est évident que certains intellectuels libéraux représentent une partie de la politique humaniste. Mais il est également clair que le régime d'Orbán a eu une très forte influence sur les partis qui sont entrés dans l'opposition après 2010 (et qui ont même fait entrer de nombreuses personnes dans la classe capitaliste nationale déchaînée) et que de plus en plus d'entre eux maintiendraient les mécanismes qui favorisent le capital et gèreraient le capitalisme d'État des semi-périphéries de manière autoritaire, même après un changement de gouvernement.

Ne serait-ce pas l'occasion pour la gauche, critique à l'égard du système, de dire enfin : une fois pour toutes, il faut vaincre la forme autoritaire du capitalisme semi-périphérique, qu'il soit dirigé par un régime néolibéral/ néoconservateur ou fasciste ?

C'est la situation ! Il est à la fois terriblement difficile et très risqué qu'il n'y ait rien d'autre que la transcendance du capitalisme, car dans la semi-périphérie, seule la gestion autoritaire fonctionne efficacement : la Pologne, les pays baltes, etc. Il n'y a pas d'autre moyen de vaincre les régimes autoritaires que de vaincre le capitalisme. Mais si l'on regarde l'expérience du socialisme d'État, ce n'est pas sûr, très loin de là. Cela doit être dit franchement. Soit nous sommes confrontés à un nouveau type de transformation socialiste, soit il n'y a pas de position de transformation efficace pour nous. En dehors du capital, la presse peut aussi dénoncer cela, "vous êtes sortis du manteau de Staline, c'est pour cela que vous voulez le socialisme, vous êtes Staline". Il ne sert à rien de dire que vous avez été le premier à "exposer" Staline en Hongrie - cela n'a aucune importance. Aucune importance, seulement les méthodes pour vous discréditer. Et ils le feront, tant qu'il n'y aura pas de masse sociale derrière vous. Il faut toujours se préparer à une crise sévère, car cela arrive toujours, de l'Amérique à l'Ukraine en passant par le Kazakhstan. Les formes les plus sauvages de crise se produiront, et s'il n'y a pas d'alternative de gauche, la résistance

Matériaux

sera canalisée derrière l'extrême droite. C'est évident en politique. Vous devez toujours vous y préparer, car si vous ne le faites pas, la crise sera exploitée par le fascisme. La crise est très intéressante parce qu'elle est à une double face. Rappelons que Jenő Varga, qui, en tant qu'économiste basé à l'époque en Union soviétique, a défini la crise mondiale de 1929 au jour près et a soutenu que c'était l'époque de la révolution communiste. Eh bien, qu'est-ce que c'est que ça ! Comme il était un brillant analyste, il a eu raison, qu'une crise capitaliste mondiale était effectivement à venir, mais que le fascisme, la forme la plus sauvage du capitalisme, a été en mesure de l'exploiter, parce que les conditions politiques n'étaient pas bonnes.

Il y a un grand risque ici, mais il n'y a pas d'autre moyen que de mettre l'alternative socialiste dans la conscience. C'est vrai à Moscou, à Berlin et à Paris. Beaucoup de nos amis de l'Ouest et de l'Est le confirment. Tu viens de demander comment s'unir ? Vous pouvez le faire en vous concentrant sur cette position, par exemple. L'unification n'est pas une question de décision, c'est aussi un processus... Dans ce travail, nous faisons partie d'un mouvement à la fois international et mondial. Il est très important de voir les principaux enjeux, lors des conférences, partout où nous allons. Nous devons produire de l'unité. Par exemple, notre *Conférence sur les économies mixtes non capitalistes*, du 23 au 26 juin 2021, l'a démontré.

Ma dernière question est la suivante : dans cette situation apparemment désespérée, que peut faire concrètement la communauté des intellectuels organiques, à laquelle, je l'espère, beaucoup d'entre nous appartiennent ?

Il n'y a pas de recette ; il faut aborder les choses différemment dans presque tous les pays. Tout d'abord, je dois revenir à ce que j'ai dit plus tôt sur le fait que nous avons trois ou quatre idées très importantes sur lesquelles nous avons un point de vue commun. Disons que les milliers de personnes qui aiment le magazine Eszmélet comprennent tous que ces idées fondamentales

doivent devenir les idées dominantes de la société.

Bien sûr, il y a des conditions organisationnelles pour que nous puissions le faire. La première étape pratique, dont il existe déjà de nombreux précédents et signaux aujourd'hui, consiste à créer des forums sociaux pour les travailleurs, tels que l'Académie des travailleurs, où des bénévoles expliquent et discutent avec les gens ce qu'est le monde moderne. Nous ne devons pas accabler les gens d'expertise. C'est une forme d'organisation sociale. Ceux qui veulent un parti politique sous l'emprise du pouvoir sont complètement naïfs. Pour créer un parti, vous avez besoin d'une infrastructure nationale bien développée et de milliards de florins. Bien sûr, quelques-uns gagneraient leur vie avec ça. Tout d'abord, nous devons nous enraciner dans la société, nous devons nous enraciner dans la culture : lorsque les gens commencent à exiger que vous vous présentiez pour le parti, et qu'ensuite ils viennent eux-mêmes l'organiser, oui, mais pour créer à nouveau la 66e formation politique de ce type, je ne vois personnellement pas trop l'intérêt. Vous dites que je devrais énumérer d'autres formes d'organisation en plus de l'Académie des travailleurs. Pourquoi ne pas soutenir les syndicats, voire la création de nouveaux syndicats ? Vous pouvez vous joindre à ces syndicats en tant que consultant ou bénévole. Je ne sais pas comment cela fonctionne maintenant, je ne suis plus impliqué dans la politique depuis longtemps, mais autrefois, un intellectuel de gauche aidait les syndicats par pure conviction.

Il fut un temps où ils disaient : « Nous n'avons pas besoin de toi, vieil homme, parce que nous voulons seulement négocier avec les capitalistes, nous n'avons pas besoin d'agitateurs communistes comme toi » – tu n'y vas pas. Vous devez vous proposer à un endroit où ils ont besoin de vous. La troisième forme se trouve chez les étudiants : ils sont les plus ouverts à toutes les nouveautés ; il y a des milliers de possibilités dans les ciné-clubs, dans les cercles de lecture. C'est un endroit pour trouver des « cadres », un endroit où trouver des gens. Mais

je considère ces formes d'organisation – je ne les ai évidemment pas énumérées – comme très riches au niveau international, de l'Amérique latine à l'Asie. Mais leur viabilité dépend de leur capacité à participer à la résolution des problèmes de production et de gestion. Ils doivent être remplis du contenu politique dont nous avons parlé.

Cette stratégie peut rassembler ces structures, en fait des personnes, à l'échelle locale et mondiale. Si je ne regarde que le magazine *Eszmélet*, les auteurs de la gauche anticapitaliste, il n'y a pas une partie du monde où ils n'évoluent pas

dans la même ligne de pensée que nous, tant ce milieu anticapitaliste est large. Je dis toujours que je suis resté un intellectuel marxiste parce qu'aucune autre alternative au capitalisme n'a été développée dans l'histoire de l'humanité au cours des 200 dernières années. Soit il y a un moyen de sortir du système capitaliste, sur lequel Marx a commencé et que ses partisans suivent encore aujourd'hui, soit il n'y a pas d'alternative, et vient ensuite la question de Rosa Luxemburg : le socialisme ou la barbarie, ce qu'István Mészáros a dit peu de temps avant sa mort que la barbarie n'est pas le pire cas...

Capitalism's Deadly Threat

**Joanna Bourke
Luciana Castellina
Fabian Fajnwaks
John Bellamy Foster
Ursula Huws
Maria Karamessini
Kateřina Konečná
Birgit Mahnkopf
Sandro Mezzadra**

2021
transform!
europe



MERLIN

2021

transform!

Capitalism's Deadly Threat

**Edited by
Walter Baier, Eric Canepa
and Haris Golemis**

*Heinz Bierbaum, Paolo Ferrero, Riccardo
Petrella et le Groupe de Promotion de L'Autre
Agenda, Leonardo Boff, João Caraça, Marga
Ferré, Cornelia Hildebrandt, Luis
Infanti de la Mora, Roberto Mancini,
Leïla Chaibi, Attila Antal, Tamás Krausz*